

Art. 16. § 1er. Si un établissement est tenu à supprimer une section année d'études par année d'études, en application des dispositions du présent arrêté, et s'il accélère cette suppression, les dispositions du présent arrêté sont également d'application aux membres du personnel dont l'emploi est complètement ou partiellement supprimé.

§ 2. Outre les établissements qui, en application des dispositions du présent arrêté sont tenus de restructurer une section ou un établissement, chaque établissement d'enseignement professionnel secondaire complémentaire peut restructurer une section ou un établissement aux conditions fixées au présent arrêté.

Dans ce cas, les dispositions du présent chapitre sont d'application aux membres du personnel dont l'emploi est complètement ou partiellement supprimé.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 17. L'arrêté royal du 4 mars 1954 portant fixation de la population scolaire minimale des sections d'enseignement technique, modifié par les arrêtés royaux du 10 août 1955, du 20 juillet 1961, du 10 mars 1977 et du 24 décembre 1980, est abrogé en ce qui concerne les sections de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1987.

Art. 19. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

F. 87 — 724

Arrêté royal n° 542 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour but de séparer les hôpitaux académiques de Gand et de Liège des universités auxquelles ils étaient respectivement attachés jusqu'à présent, à savoir les universités de l'Etat à Gand et à Liège, en reconnaissant à ces hôpitaux la personnalité juridique.

Jusqu'à présent, les hôpitaux académiques faisaient intégralement partie de ces universités tant en ce qui concerne leur budget que leur gestion et leur fonctionnement.

Cette situation présente de nombreuses difficultés qui sont dues, d'une part, aux spécificités de la gestion hospitalière et, d'autre part, à la complexité de telles institutions. La pratique a montré qu'en raison de cela, la pratique budgétaire n'était pas toujours adaptée aux possibilités financières de ces hôpitaux.

Ainsi, l'hôpital académique de l'université de l'Etat à Gand présentait, au 31 décembre 1985, un déficit cumulé de 3,883 milliards.

En raison de cette situation dramatique, le Gouvernement a dû prendre des mesures d'assainissement de cet hôpital.

L'arrêté royal n° 455 de 10 septembre 1986 portant les mesures d'assainissement de l'hôpital académique de l'université de l'Etat à Gand comprend, outre de strictes mesures d'assainissement, des dispositions instituant un directeur chargé de l'administration et de la gestion journalière de l'hôpital.

Ce directeur cumule, jusqu'au 31 mars 1987, les compétences du Conseil d'administration de l'université de l'Etat à Gand, à l'exception de certaines compétences spécifiques, et celles du Bureau permanent de la même université.

Art. 16. § 1. Indien een inrichting, die ertoe gehouden is een afdeling studiejaar na studiejaar op te heffen, met toepassing van de bepalingen van dit besluit, de opheffing versnelt, zijn de bepalingen van onderhavig besluit eveneens van toepassing op de personeelsleden van wie de betrekking geheel of gedeeltelijk werd opgeheven.

§ 2. Benevens de inrichtingen die met toepassing van de bepalingen van dit besluit ertoe gehouden zijn een afdeling of inrichting te herstructureren, kan elke inrichting van het aanvullend secundair beroepsonderwijs een afdeling of inrichting herstructureren onder de voorwaarden bepaald in dit besluit.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn in dat geval van toepassing op de personeelsleden van wie de betrekking geheel of gedeeltelijk werd opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 17. Het koninklijk besluit van 4 maart 1954 houdende vaststelling van de minimale schoolbevolking der afdelingen voor technisch onderwijs, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 augustus 1955, 20 juli 1961, 10 maart 1977 en 24 december 1980, wordt opgeheven wat het aanvullend secundair beroepsonderwijs betreft.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1987.

Art. 19. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

N. 87 — 724

Koninklijk besluit nr. 542 houdende de organisatie, de werken en het beheer van de Rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen beoogt het afscheiden van de academische ziekenhuizen van Gent en Luik van respectievelijk de rijksuniversiteiten Gent en de rijksuniversiteit Luik, door middel van het toekennen van rechtspersoonlijkheid aan deze ziekenhuizen.

Op vandaag maken de academische ziekenhuizen integraal deel uit van deze rijksuniversiteiten, zowel wat hun budget, hun beheer en hun werking betreft.

Deze toestand zorgt voor veel moeilijkheden, enerzijds door de specifieke noden van het ziekenhuisbeheer en anderzijds door de complexiteit van de organisatie van dergelijke instellingen waarbij de praktijk aangetoond heeft dat mede hierdoor het budgettaire beleid niet steeds volledig afgestemd was op de financiële mogelijkheden van deze ziekenhuizen.

Deze toestand leidde bijvoorbeeld in het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent tot een gecumuleerd tekort van 3,883 miljard op 31 december 1985.

Als gevolg van deze dramatische toestand was de regering verplicht om maatregelen tot sanering van dit ziekenhuis te treffen.

Dit geschiedde door middel van het koninklijk besluit nr. 455 van 10 september 1986 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent, waarbij naast een aantal strakke saneringsmaatregelen er een directorium opgericht werd belast met het dagelijks beleid en het beheer van het ziekenhuis.

Dit directorium heeft de bevoegdheden van de Raad van Beheer, met uitzondering van een aantal zeer specifieke bevoegdheden en van het Vast Bureau van de rijksuniversiteit Gent voor een periode tot 31 maart 1987 overgenomen.

L'expérience des dernières années a montré que les hôpitaux universitaires ne peuvent être gérés avec efficacité que s'ils sont eux-mêmes responsables de leur propre gestion comme l'est tout autre hôpital. Ceci implique une structure juridique propre qui mette l'accent sur la nécessité et l'importance des fonctions de « management » des organes de direction.

Au surplus, ces hôpitaux assument un important rôle d'enseignement. Une collaboration étroite avec les universités doit donc être prévue. Cette collaboration est assurée par la composition et les compétences des organes de direction (articles 4, 6 et 7).

Le présent projet est pris dans le cadre de la loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, en particulier l'article 1, 2^o, c, qui permet au Roi de rationaliser les institutions publiques et d'en redéfinir les missions dans le but de maîtriser, limiter ou réduire les dépenses publiques et l'article 1, 4^o, qui permet entre autres au Roi de modifier le fonctionnement, l'organisation et la gestion des hôpitaux universitaires.

Il y a lieu, enfin, de se référer à la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux telle que modifiée et complétée par l'arrêté royal n^o 407 du 18 avril 1986 dont les dispositions sont intégralement applicables aux hôpitaux universitaires (article 1er, §§ 1er et 2, 2^o). Le présent projet ne comporte donc que les mesures supplémentaires que nécessite la création et le fonctionnement de nouvelles institutions d'intérêt public.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat. Lorsque ce n'est pas le cas, les raisons en sont données dans les commentaires de l'article.

Commentaire des articles

Articles 1er, 2 et 3

Ces articles définissent le champ d'application du présent projet à savoir le « Universitair Ziekenhuis te Gent » qui, jusqu'à présent, était une subdivision de la « Rijksuniversiteit Gent » et le Centre hospitalier universitaire de Liège qui, jusqu'à présent, était une subdivision de l'Université de l'Etat à Liège.

En ce qui concerne leur nature juridique, les hôpitaux universitaires sont rangés dans la catégorie B prévue par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certaines organismes d'intérêt public. Toutefois, le projet prévoit la possibilité de déroger aux dispositions de la dite loi.

Le commissaire du gouvernement chargé du contrôle de l'université concernée en vertu de l'article 45, § 1er, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est également chargé du contrôle de l'hôpital universitaire.

Aux termes du troisième alinéa de l'article 2, la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux est applicable aux hôpitaux universitaires.

En ce sont comprises les dispositions de l'arrêté royal n^o 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la dite loi et qui définissent les normes générales en matière de gestion hospitalière, le statut du médecin hospitalier ainsi que certaines notions telles que : gestion, médecin hospitalier, directeur, médecin en chef, conseil médical, etc.

Article 4

Cet article détermine la composition du conseil d'administration de l'hôpital universitaire. Sa cohésion interne avec l'université est exprimée au § 1er, 1^o, 2^o et 3^o.

L'administrateur délégué est toujours membre du conseil en vertu du § 2.

Le conseil d'administration remplit la fonction du « gestionnaire » prévue à l'article 1er, § 2, 4^o, de la loi du 18 décembre 1963 déjà citée. Il est donc l'organe qui, selon le statut juridique de l'hôpital, est chargé de la gestion de l'exploitation de l'hôpital.

La gestion doit assurer la réalisation des missions sociales de l'hôpital. C'est donc au conseil d'administration, en sa qualité de gestionnaire, que reviennent tant la responsabilité générale de l'activité hospitalière que la responsabilité financière finale.

Article 5

En ce qui concerne la quatrième remarque de Conseil d'Etat au sujet de cet article, le gouvernement fait observer que la durée des mandats et le mode de nomination des membres visés à l'article 4, § 1, 3^o, est déterminé par le conseil d'administration de l'université de l'Etat.

Uit de ervaring van de laatste jaren is dan ook gebleken dat een doeltreffend beheer van de universitaire ziekenhuizen, zoals dit van alle ziekenhuizen, slechts mogelijk is wanneer het ziekenhuis zelf verantwoordelijk en aansprakelijk is voor het gevoerde beleid. Dit kan enkel binnen een eigen juridische structuur waarbij de noodzaak en het belang van de managementfunctie van de bestuursorganen duidelijk gesteld wordt.

Het is evenwel duidelijk dat, gezien de zeer belangrijke onderwijsfunctie van deze ziekenhuizen, er in een zeer intensieve samenwerking met de betrokken universiteit voorzien wordt. Dit blijkt overduidelijk uit de samenstelling en de bevoegdheden van de bestuursorganen (artikelen 4, 6 en 7).

Voorliggend ontwerp wordt genomen in het kader van de wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid het artikel 1, 2^o, c, waarbij met het oog op het beheersen en het beperken van de overheidsuitgaven de bevoegdheid verleend wordt aan de Koning tot het rationaliseren, het herdefiniëren van de opdrachten van de openbare instellingen en op het artikel 1, 4^o, waarbij aan de Koning de bevoegdheid verleend wordt om op te treden in de werking, de organisatie en het beheer van ondermeer de universitaire ziekenhuizen.

Tenslotte moet verwezen worden naar de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, welke bepalingen integraal van toepassing zijn op de universitaire ziekenhuizen (artikel 1, §§ 1 en 2, 2^o). Voorliggend besluit bepaalt bijgevolg alleen de bijkomende maatregelen die nodig zijn om een nieuwe instelling van openbaar nut te creëren, alsmede de werking ervan.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State. Wanneer dit niet geschiedde wordt dit in de commentaar bij de artikelen toegelicht.

Commentaar op de artikelen

Artikelen 1, 2 en 3

Deze artikelen bepalen het toepassingsgebied van voorliggend besluit, namelijk het Universitair Ziekenhuis te Gent, tot op heden onderdeel van de Rijksuniversiteit Gent en het « Centre hospitalier universitaire de Liège », tot op heden onderdeel van de « Université de l'Etat à Liège ».

Wat de juridische natuur van de rechtspersoon betreft worden de universitaire ziekenhuizen ondergebracht bij de instellingen van categorie B van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut. Evenwel wordt de mogelijkheid voorzien om hiervan in dit besluit af te wijken.

De regeringscommissaris belast met het toezicht op de betrokken rijksuniversiteit, bij toepassing van het artikel 45, § 1, van de wet van 27 juni 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt eveneens belast met het toezicht op het universitair ziekenhuis.

Het derde lid van artikel 2 stelt als principe de onderwerping van de universitaire ziekenhuizen aan de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Bij deze wordt eveneens verwezen naar het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen waarbij de algemene normen inzake ziekenhuisbeheer en het statuut van ziekenhuisgeneesheer werden vastgelegd en waarbij een aantal begrippen gedefinieerd werden (beheer, de ziekenhuisgeneesheer, de directeur, de hoofdgeneesheer, medische raad...).

Artikel 4

Dit artikel bepaalt de samenstelling van de raad van bestuur van het universitair ziekenhuis, waarbij de interne samenhang met de universiteit zelf benadrukt wordt (§ 1, 1^o, 2^o en 3^o).

Krachtens § 2 is de afgevaardigde bestuurder steeds lid van de raad van bestuur.

Bij toepassing van genoemde wet van 13 december 1963, zoals gewijzigd dient onder de raad van bestuur « de beheerder » (artikel 1, § 2, 4^o) te worden begrepen, het orgaan dat volgens het juridisch statuut van het ziekenhuis belast is met het beheer van de uitbating van het ziekenhuis.

Naar de samenleving toe moet het beheer instaan voor de verwezenlijking van de maatschappelijke opdracht van het ziekenhuis, het is dus ook bij de raad van bestuur — de beheerder — dat de algemene verantwoordelijkheid voor de ziekenhuisactiviteit en de uiteindelijke financiële verantwoordelijkheid berust.

Artikel 5

Met betrekking tot de vierde opmerking van de Raad van State bij dit artikel wijst de regering er op dat de duur van het mandaat en de wijze van aanduiding van de leden, bedoeld in artikel 4, § 1, 3^o, bepaald wordt, autonoom, door de raad van beheer van de Rijksuniversiteit.

Article 6

Cet article définit les compétences du conseil d'administration. Cet article doit être lu parallèlement à l'article 1bis, §§ 2 et 3, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

« § 2. La reponsabilité générale et finale pour l'activité hospitalière sur le plan de l'organisation et du fonctionnement ainsi que sur le plan financier, incombe au gestionnaire.

§ 3. Le gestionnaire définit la politique générale de l'hôpital, il prend les décisions de gestion en respectant les dispositions et procédures spécifiques prévues au Titre II de la présente loi. »

Le titre II de la dite loi définit les dispositions spécifiques relatives à la gestion des hôpitaux et au statut des médecins hospitaliers et notamment l'association des médecins hospitaliers à la prise de décisions. Les compétences du conseil médical sont déterminantes à cet égard.

Vu les compétences qui sont expressément attribuées au conseil d'administration à l'article 6, § 1er, 10°, la passation et l'exécution des marchés de valeur inférieure relève de la compétence du comité de direction dans le cadre de l'économie générale du projet.

Le § 2 de l'article 8 attribue certaines compétences au conseil d'administration par dérogation à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. En vertu de l'article 11 de la dite loi, c'est le Roi qui fixe le cadre et le statut du personnel. Aux termes du présent arrêté, cette compétence est transférée au conseil d'administration.

Le § 3 de l'article 8 reprend les dispositions applicables au patrimoine des universités de l'Etat (loi du 5 juin 1920 reconnaissant la personnalité juridique aux universités de l'Etat à Gand et à Liège, article 3). Toutefois la limite au-delà de laquelle l'intervention du Roi est requise pour l'acceptation des dons ou des legs est portée à 1 000 000 F par analogie avec le régime de l'« Universitaire Instelling Antwerpen » (loi du 7 avril 1971, article 37).

Article 7

Cet article définit l'organe qui assume la fonction du directeur prévue par l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 déjà cité. Par directeur on entend la personne ou les personnes qui sont chargées par le gestionnaire du fonctionnement journalier de l'hôpital.

La mission des responsables de la direction de l'hôpital et l'obligation de consultation qui leur est faite sont plus amplement détaillées dans le commentaire de l'article 4 (*Moniteur belge* du 6 mai 1986).

La possibilité d'instituer un comité de direction n'est pas écartée par cette disposition. Il s'agit d'un comité dont les compétences et les règles de fonctionnement sont définies par le gestionnaire, en l'espèce le conseil d'administration, dans un règlement ou dans une directive spécifique qu'il prend à cet effet.

L'article 6, § 1er, 8° et 9°, et l'article 7 du présent projet s'intègrent parfaitement au cadre défini par le dit arrêté.

Le comité de direction prend ses décisions collégialement. L'administrateur délégué y est « primus inter pares » sauf pour l'application de l'article 6, § 1er, 9°, et de l'article 7, §§ 3 et 4.

Article 8

Cet article règle le statut de l'administrateur délégué et ne nécessite pas d'autre commentaire.

Article 9

Cet article précise que le personnel de l'hôpital universitaire est soumis à la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifiée par les lois des 20 juin 1975, 1er septembre 1980 et 19 juillet 1983 ainsi qu'aux arrêtés d'exécution de la dite loi, à savoir :

— l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités et les syndicats de leur personnel (*Moniteur belge* du 20 octobre 1984 et *Moniteur belge* du 4 décembre 1984);

— l'arrêté royal du 29 août 1985 modifiant la réglementation au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la même loi du 19 décembre 1974.

A l'annexe I de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, il y aura lieu d'ajouter au comité de secteur X, point C, un intitulé 11°, libellé comme suit : « le personnel des hôpitaux universitaires de l'Etat ».

Artikel 6

Dit artikel bepaalt de bevoegdheden van de raad van bestuur. Dit moet uiteraard gelezen worden samen met het artikel 1bis, §§ 2 en 3, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

« § 2. De algemene en uiteindelijke verantwoordelijkheid voor de ziekenhuisactiviteit op het vlak van de organisatie en de werking alsook op het financiële vlak berust bij de beheerder.

§ 3. De beheerder bepaalt het algemeen beleid van het ziekenhuis, hij neemt de beheersbeslissingen met inachtneming van de specifieke bepalingen en procedures voorzien in Titel II van deze wet. »

Deze titel II stelt de organieke bepalingen van het beheer van de ziekenhuizen en het statuut van de ziekenhuisgeneesheer vast, waarbij inzonderheid de betrokkenheid van de ziekenhuisgeneesheren bij de besluitvorming, de oprichting en de bevoegdheid van de medische raad staan hierbij centraal.

Gelet op de uitdrukkelijke bevoegdheidstoekenning aan de raad van bestuur in het artikel 6, § 1, 10°, behoort de gunning en uitvoering van werken met een lagere waarde, binnen het kader van de algemene economie van dit ontwerp, tot de bevoegdheid van het directiecomité.

In de tweede paragraaf van dit artikel worden een aantal bevoegdheden opgesomd waarbij afgeweken wordt van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid het artikel 11. Krachtens dit artikel wordt het kader en het statuut van het personeel door de Koning vastgesteld. In voorliggende paragraaf wordt hiervan afgeweken waardoor deze bevoegdheid overgedragen wordt aan de raad van bestuur.

Door de derde paragraaf worden de bepalingen van toepassing op het patrimonium van de rijksuniversiteiten (wet d.d. 5 juni 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de Staatsdiensten van Gent en Luik, artikel 3) overgenomen met dien verstande dat de limietwaarde voor het aanvaarden van een schenking of legaat zonder tussenkomst van de Koning naar analogie met de Universitaire Instelling Antwerpen (artikel 37 van de wet van 7 april 1971) op 1 000 000 F gebracht wordt.

Artikel 7

Dit artikel voorziet in wat door het reeds vermelde koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986, bedoeld wordt met de directeur. Onder directeur wordt verstaan de persoon of personen door de beheerder belast met de dagelijkse werking van het ziekenhuis.

De commentaar bij artikel 4 (*Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1986) is in deze belangrijk vermits hierin de opdracht en de consultatieverplichting van de bij de leiding betrokken verantwoordelijken van het ziekenhuisgebeuren nader toegelicht wordt.

De mogelijkheid tot het oprichten van een directiecomité wordt daarbij niet uitgesloten. Het is een comité waarvan de bevoegdheid en de algemene werkingsregelen door de beheerder — de raad van bestuur — worden vastgesteld in een daartoe door hem opgesteld reglement of specifieke richtlijn.

Artikel 6, § 1, 8° en 9°, en artikel 7 van voorliggend ontwerp passen volkomen in het door het genoemd besluit vastgelegd kader.

Het directiecomité is een orgaan dat collegiaal beslist. De afgevaardigde bestuurder is dan ook — behoudens de toepassing van artikel 6, § 1, 9°, en artikel 6, §§ 3 en 4 — de primus inter pares.

Artikel 8

Dit artikel regelt het statuut van de afgevaardigde-bestuurder en behoeft geen adere toelichting.

Artikel 9

Dit artikel bepaalt dat het personeel van de universitaire ziekenhuizen onderworpen is aan de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd door de wetten van 20 juni 1975, 1 september 1980 en 19 juli 1983 en aan de uitvoeringsbesluiten van deze wet :

— het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekking tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (*Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 1984 en *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1984);

— het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van dezelfde wet van 19 december 1974.

In de bijlage I, zal bij het sectorcomité X, punt C, een 11°, moeten toegevoegd worden, met name « het personeel van de universitaire ziekenhuizen van het Rijk ».

Article 10

Conformément à l'article 6, § 2, 1^o, du présent arrêté, le conseil d'administration fixe le statut administratif et pécuniaire des différentes catégories de personnel.

En ce qui concerne les pensions, le personnel statuaire est soumis au régime général applicable aux fonctionnaires de l'Administration de l'Etat.

Cette disposition n'est applicable qu'aux seuls membres du personnel qui avaient été nommés à un poste statutaire dans les universités de l'Etat avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'article 10 permet aussi d'éviter qu'à l'avenir des décisions unilatérales du conseil d'administration ne puissent alourdir la charge des pensions qui pèse sur le secteur public.

Article 11

Le personnel ne peut exercer aucune activité extérieure à l'hôpital universitaire sans autorisation expresse de l'administrateur délégué.

Dans l'exercice de cette compétence, l'administrateur délégué devra, bien entendu, respecter les contrats existants.

Il est par ailleurs évident que cette disposition ne s'applique pas aux activités d'enseignement et de recherche qui sont exercées au sein de l'université de l'Etat et que des critères d'application devront être établis.

Article 12

Sans commentaire.

Articles 13 et 14

La création d'une nouvelle personne morale entraîne le transfert à cette dernière de certains biens appartenant à l'Etat ou à l'université.

En ce qui concerne les immeubles par nature, il n'y a toutefois pas de transfert de propriété. Les immeubles demeurent propriété de l'Etat ou de l'université.

Cette disposition a pour corollaire l'obligation d'entretien et de réparation des dits immeubles.

Les autres biens par contre sont, aux termes de l'article 14, transférés à la nouvelle personne morale en pleine propriété avec les obligations y attachées.

Article 15

Sans commentaire.

Article 16

Par cet article, l'article 50bis de la loi du 28 avril 1953 relative à l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat est abrogé.

Le dit article prévoit la nomination par le Roi du directeur des hôpitaux des universités de l'Etat. Le présent arrêté lui fait perdre toute raison d'être.

Aux termes des dispositions transitoires, le titulaire actuel conservera l'échelle barémique qui est liée à sa fonction même dans le cas où, dans la nouvelle structure, une autre fonction à barème inférieur lui serait attribuée.

Article 17

Cette disposition concerne notamment les dépenses, supportées par l'hôpital universitaire, pour lesquelles l'université perçoit des allocations de fonctionnement comme, par exemple, l'entretien des auditoires et des prestations administratives. Cet article a été réédigé à la demande du Conseil d'Etat.

Les conséquences de cette disposition légale doivent être réglées conventionnellement entre l'hôpital universitaire et l'université de l'Etat particulièrement en ce qui concerne le personnel détaché.

Articles 18 et 19

Ces articles organisent le transfert à la nouvelle personne morale de certains membres du personnel de l'université de l'Etat.

Toutefois, les membres du personnel de l'université de l'Etat, qui assument dans l'hôpital universitaire les prestations prévues à l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat (charges d'enseignement), continuent à appartenir au personnel de la dite université.

Lorsqu'ils exercent leurs activités dans l'hôpital universitaire, les dispositions prises en exécution de l'article 6, § 1er, 11^o, leurs sont applicables.

Artikel 10

Bij toepassing van het artikel 6, § 2, 1^o, wordt het administratief en geldelijk statuut van de verschillende categorieën van het personeel door de raad van bestuur vastgesteld.

Met betrekking tot het pensioen, is het statutaire personeel onderworpen aan het algemene regime, dat van toepassing is op de ambtenaren van het Algemeen Rijksbestuur.

Het betreft hier een bepaling die enkel van toepassing is op het personeel dat voorafgaandelijk aan de inwerkingtreding van dit besluit benoemd werd in een statutaire betrekking in de rijksuniversiteit of aan de Staat.

Het artikel 10 belet dan ook dat in de toekomst de pensioenlasten voor de openbare sector zouden verzwaaard worden door eenzijdige beslissingen van de raad van bestuur.

Artikel 11

Het personeel mag — zonder uitdrukkelijke toestemming van de afgevaardigde bestuurder — geen enkele andere activiteit buiten het universitaire ziekenhuis uitoefenen.

Het spreekt vanzelf dat de afgevaardigde bestuurder van het hem bij dit artikel verleende recht enkel gebruik zal maken met eerbiediging van bestaande contracten.

Anderzijds is het uiteraard zo dat deze bepaling geen toepassing vindt bij cumulatie met onderwijs- en onderzoeksactiviteiten binnen de rijksuniversiteit en dat er algemeen geldende criteria hieraan gaande moeten opgesteld worden.

Artikel 12

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikelen 13 en 14

Ten gevolge van de oprichting van een nieuwe rechtspersoon moeten een aantal goederen, behorende tot het Rijk of tot de universiteit, aan deze nieuwe rechtspersoon overgedragen worden.

Er dient evenwel opgemerkt dat wat de onroerende goederen uit hun aard betreft er geen eigendomsoverdracht geschiedt. Deze, eigendom van het Rijk of van de universiteit blijven aan deze rechtspersoon toebehoren.

Als accolarium van deze bepaling geldt uiteraard de verplichting tot onderhoud en de herstelling van deze gebouwen.

Wat de andere goederen betreft voorziet het artikel 14 in de overdracht ervan in volle eigendom — inclusief de verplichtingen — naar de nieuwe rechtspersoon.

Artikel 15

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 16

Dit artikel voorziet in de opheffing van het artikel 50bis van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs.

Dit artikel voorziet in de benoeming door de Koning van een directeur van het hospitaal van een rijksuniversiteit. Door voorliggend besluit verliest dit artikel zijn bestaansgrond.

Als overgangsmaatregel wordt evenwel ten voordele van de huidige titularis voorzien in het behoud van de weddeschaal verbonden aan het ambt, zelfs wanneer hij in de nieuwe structuur een andere functie met een lager barema zou toegekend worden.

Artikel 17

Het betreft inzonderheid uitgaven gedaan door het universitair ziekenhuis waarvoor bij toepassing van genoemd artikel de rijksuniversiteit werkingskosten krijgt. Bijvoorbeeld het onderhoud van auditoria en administratieve prestaties. Op verzoek van de Raad van State werd dit artikel herschreven.

De toepassing van deze wettelijke bepaling dient bij conventie te worden geregeld tussen de rijksuniversiteit en het universitair ziekenhuis, inzonderheid voor wat betreft de gedetacheerde personeelsleden.

Artikelen 18 en 19

Deze artikelen regelen de overdracht van een aantal personeelsleden van de rijksuniversiteit naar de nieuwe juridische structuur.

De personeelsleden van de rijksuniversiteit die in het universitair ziekenhuis prestaties verrichten voorzien in artikel 21 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat (onderwijsopdrachten), blijven uiteraard personeelsleden van de rijksuniversiteit.

Tijdens hun activiteiten in het universitair ziekenhuis zijn de bepalingen in uitvoering van het artikel 6, § 1, 11^o, op deze personeelsleden van toepassing.

Les articles 18 et 19 organisent respectivement le transfert du personnel statutaire (fonctionnaires de l'Etat) et celui du personnel contractuel (personnel du patrimoine).

Article 20

Cet article contient des dispositions transitoires visant à assurer la continuité de la gestion des hôpitaux universitaires.

Le paragraphe 1er évite toute solution de continuité entre l'entrée en vigueur du présent arrêté et l'installation du nouveau conseil d'administration.

La disposition contenue dans le deuxième paragraphe est spécifique à l'Hôpital universitaire de Gand et doit être interprétée dans le cadre des compétences du directoire créé par l'arrêté royal n° 455 portant les mesures d'assainissement de l'hôpital de l'université de l'Etat à Gand.

Les mesures d'assainissement de l'Hôpital académique de l'Université de l'Etat à Gand, prévues par le dit arrêté sont actuellement en cours d'exécution. Il est dans l'intérêt de l'institution qu'elles ne puissent être perturbées par un changement de direction et, par conséquent du directoire jusqu'à l'installation définitive du comité de direction. Cette mesure assurera la continuité de l'administration et de la gestion quotidienne de l'hôpital dans une période critique. Le directoire a jusqu'à présent pris une série de mesures conservatoires qui ont permis, en 1986, de ramener le déficit de 735 millions à 327,2 millions. En même temps, les mesures d'assainissement ont été mises en exécution.

Dès que le comité de direction aura conformément à l'article 8, § 1er, 8° et 9°, à l'article 9, § 2, et à l'article 10, été définitivement installé, en ce compris l'élection de l'administrateur délégué, le directoire cessera de plein droit d'exister.

Pour éviter toute confusion, on soulignera que la prolongation des compétences ne dure que jusqu'à ce que le comité de direction soit constitué.

Contrairement à ce que pense le Conseil d'Etat, le comité de direction n'exercera pas les compétences du directoire.

Les compétences particulières du directoire prennent fin dès que le comité de direction devient opérationnel. A ce moment, le conseil d'administration reprendra ses compétences de gestionnaire au sens de l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986.

Article 21

Cet article doit être interprété à la lumière de l'article 23. Il n'a de raison d'être qu'au cas où la nouvelle structure, y compris le comité de direction, ne serait pas entièrement installée à la date du 31 mars 1987.

Vu les dispositions de l'article 20, la suggestion du Conseil d'Etat ne doit pas être suivie.

Article 22

Cet article comporte des dispositions transitoires qui permettent l'élection du premier conseil d'administration.

Articles 23 et 24

Sans commentaires.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

De artikelen 18 en 19 voorzien respectievelijk in de overdracht van de statutaire personeelsleden (de groep rijksambtenaren) en in de overdracht van de contractuele personeelsleden (patrimonium-personeel).

Artikel 20

Dit artikel is een overgangsbepaling met het oog op de continuïteit in het beheer van de universitaire ziekenhuizen.

Paragraaf 1 voorziet in het voorkomen van een onderbreking in het beheer tussen de inwerkingtreding van voorliggend besluit en de installatie van de nieuwe raad van bestuur.

Paragraaf 2 is specifiek voor het Universitair Ziekenhuis Gent en moet gezien worden in het kader van de bevoegdheden van het directorium bij de sanering van genoemd ziekenhuis. (Koninklijk besluit nr. 455 houdende maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent).

Het behoud van de bevoegdheden van het directorium tot de volledige installatie van het directiecomité, wordt verantwoord door de noodzakelijkheid, de continuïteit van het beheer van het dagelijks bestuur van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent te waarborgen en dit in een periode dat het bij koninklijk besluit nr. 455 opgelegde saneringsplan volop in uitvoering is en waarvan de uitvoering in het belang van de instelling niet mag verstoord worden door een bestuursoverdracht. Het directorium heeft tot op heden immers ingestaan voor de uitvoering van een pakket bewarende maatregelen die toegelaten hebben het tekort in 1986 van 735 miljoen tot 327,2 miljoen te verminderen, tevens werd uitvoering gegeven aan de saneringsmaatregelen.

Van zodra het directiecomité volledig wordt samengesteld in uitvoering van artikel 6, § 1, 8° en 9°, artikel 7, § 2, en artikel 9 — bijgevolg inclusief de verkiezing van een afgevaardigde bestuurder — houdt het directorium van rechtswege op te bestaan.

Om iedere verwarring te vermijden weze de nadruk erop gelegd dat de verlenging van de bevoegdheidsopdracht enkel duurt tot het directiecomité volledig werd samensteld.

In tegenstelling tot wat de Raad van State meent zal het directiecomité in de toekomst de taken van het directorium niet uitoefenen.

De bijzondere bevoegdheidsopdracht van het directorium eindigt van zodra het directiecomité operationeel wordt. De raad van bestuur herneemt op dit ogenblik zijn normale bevoegdheden van beheerder in de zin van het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986.

Artikel 21

Dit artikel moet gelezen worden samen met het artikel 23 en is enkel noodzakelijk mocht blijken dat de nieuwe structuren op 31 maart 1987 niet volledig in werking getreden zijn, met andere woorden inclusief het directiecomité.

Gelet op de toelichting gegeven bij artikel 20 moet niet ingegaan worden op de suggestie van de Raad van State.

Artikel 22

Dit artikel is noodzakelijk als overgangsmaatregel teneinde de verkiezing van de eerste raad van bestuur mogelijk te maken.

Artikelen 23 en 24

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 18 février 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... « portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat », a donné le 23 février 1987 l'avis suivant :

Objet du projet

Le projet a pour objet de reconnaître aux hôpitaux des universités de l'Etat à Gand et à Liège la personnalité juridique, ce qui aura pour effet de rendre ces hôpitaux indépendants, en ce qui concerne leur patrimoine et surtout leur gestion, de l'université dont ils dépendent jusqu'à présent. Le projet règle également l'organisation, le fonctionnement et la gestion ainsi que le contrôle des nouvelles personnes morales.

Fondement légal du projet

Le fondement légal invoqué est l'article 1er, 2°, c) et 4° de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, dispositions qui sont formulées comme suit :

« Article 1er. Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

...

2° de maîtriser, le limiter ou de réduire les dépenses publiques et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

...

c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

4° de compléter, d'adapter ou de modifier la législation sur les hôpitaux, les laboratoires de biologie clinique et les services médico-techniques, particulièrement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, la gestion, le financement et la programmation de ces institutions ou services, tant pour les institutions publiques que privées, y compris les hôpitaux universitaires ».

A en juger par son objet, le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat peut incontestablement trouver un fondement légal dans les dispositions reproduites ci-dessus.

Au point de vue du but poursuivi, la justification du projet au regard de la loi du 27 mars 1986 paraît devoir être recherchée dans le raisonnement selon lequel la création d'organes de gestion autonomes conduira à une gestion plus efficace et plus économique des hôpitaux concernés. Ce raisonnement, qui était également à la base de l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 portant les mesures d'assainissement applicables à l'Hôpital universitaires de l'Université de l'Etat à Gand (*Moniteur belge* du 30 septembre 1986), n'est pas en soi invraisemblable, mais le Conseil d'Etat n'a, forcément, pu disposer des éléments permettant de constater, dans les circonstances données, la pertinence d'un tel raisonnement.

Titre Ier du projet

1. Le projet ne met pas suffisamment en évidence ce qui constitue pourtant son objet principal, à savoir l'attribution de la personnalité juridique aux hôpitaux qui sont actuellement gérés respectivement par les universités de l'Etat à Gand et à Liège. Il ne fait pas non plus ressortir clairement quelle est la portée exacte de cette personnalité juridique, ni à quelles lois lesdits hôpitaux seront plus spécialement soumis.

1.1. Une certaine confusion peut naître de ce que les services hospitaliers gérés par une université ne sont pas nécessairement des services hospitaliers universitaires, pas plus qu'un service hospitalier universitaire n'est nécessairement géré par une université.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 18 februari 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « houdende de organisatie, de werking en het beheer van de Universitaire Ziekenhuizen van het Rijk », heeft op 23 februari 1987 het volgend advies gegeven :

Strekking van het ontwerp

Het ontwerp heeft tot doel aan de ziekenhuizen van de Rijksuniversiteiten van Gent en Luik rechtspersoonlijkheid te verlenen, waardoor die ziekenhuizen wat hun vermogen en vooral wat hun beheer betreft los zullen komen te staan van de universiteit waar ze tot nu toe van afhangen. Het regelt ook de organisatie, de werking en het beheer van, alsmede de controle op die twee rechtspersonen.

Rechtsgrond van het ontwerp

Als rechtsgrond voor het ontwerp wordt artikel 1, 2°, c), en 4° van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning aangevoerd, welke bepalingen als volgt luiden :

« Artikel 1. Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

...

2° de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald :

...

c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

...

4° de wetgeving met betrekking tot de ziekenhuizen, de laboratoria voor klinische biologie en de medisch-technische diensten aan te vullen, aan te passen of te wijzigen, meer bepaald voor wat betreft de organisatie, de werking, het beheer, de financiering en de programmatie van deze instellingen of diensten, zowel ten aanzien van de openbare als van de privé-instellingen, met inbegrip van de universitaire ziekenhuizen ».

Naar zijn ontwerp kan het aan de Raad van State voor advies opgelegde ontwerp onbetwistbaar in de hiervoren overgeschreven bepalingen een rechtsgrond vinden.

Onder het oogpunt van de nagestreefde doel lijkt de verantwoording van het ontwerp ten aanzien van de wet van 27 maart 1986 te moeten worden gezocht in de redenering dat het creëren van autonome beleidsorganen voor de betrokken ziekenhuizen een doeltreffender en zuiniger beheer voor gevolg zal hebben. Die redenering, die mede ten grondslag lag aan het koninklijk besluit nr. 455 van 10 september 1986 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent (*Belgisch Staatsblad* 30 september 1986), is in se niet onwaarschijnlijk, maar de Raad van State kon uiteraard niet over de elementen beschikken om in de gegeven omstandigheden de juistheid van die redenering vast te stellen.

Titel I van het ontwerp

1. Uit het ontwerp treedt niet met voldoende duidelijkheid naar voren wat nochtans het hoofddoel van het ontwerp is, namelijk het verlenen van de rechtspersoonlijkheid aan de ziekenhuizen die op dit ogenblik respectievelijk door de Rijksuniversiteiten van Gent en Luik worden beheerd, noch waarop die rechtspersoonlijkheid precies betrekking heeft, noch welke wetten op die ziekenhuizen toepasselijk zullen zijn.

1.1. Een zekere verwarring kan hieruit voortkomen dat de ziekenhuisdiensten die door een universiteit worden beheerd niet noodzakelijk universitaire ziekenhuisdiensten zijn en dat een universitaire ziekenhuisdienst niet noodzakelijk door een universiteit wordt beheerd.

Les normes particulières auxquelles un hôpital ou un service hospitalier doit répondre pour être reconnu comme universitaire sont fixées par le Roi, conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

C'est en exécution de cette disposition qu'a été pris l'arrêté royal du 14 novembre 1978 fixant les conditions de désignation en qualité d'hôpital ou service hospitalier universitaire (*Moniteur belge* du 14 décembre 1978), selon lequel un service hospitalier d'un hôpital non-universitaire peut néanmoins être reconnu comme service hospitalier universitaire (article 1er, § 1er).

Sur la base de l'arrêté royal du 14 novembre 1978 précité et dans le cadre du nombre maximum de lits, tel qu'il a été fixé pour chaque université par l'arrêté royal du 24 décembre 1980 (*Moniteur belge* du 24 janvier 1981), on a pris respectivement pour les Universités de Gand et de Liège les arrêtés royaux des 20 juillet 1981 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1981) et 18 décembre 1986 (*Moniteur belge* du 3 février 1987).

L'arrêté royal du 20 juillet 1981 a désigné comme services hospitaliers universitaires pour l'Université de l'Etat à Gand sept services hospitaliers, avec un total de 1 065 lits, au sein du « Académisch Ziekenhuis », géré par l'Université de l'Etat, ainsi que deux services hospitaliers, avec un total de 100 lits, dans le « Ziekenhuis St.-Jan », géré par le C.P.A.S. de Bruges. Sont actuellement désignés comme services hospitaliers universitaires pour l'Université de Liège, en vertu de l'arrêté royal du 18 décembre 1986, 12 services hospitaliers répartis sur quatre hôpitaux, tous gérés par l'Université de l'Etat de Liège, et totalisant 935 lits.

Les universités de l'Etat à Gand et à Liège comptent en outre un certain nombre de lits non-universitaires reconnus, gérés par elles.

Selon les renseignements fournis par les délégués du Gouvernement, l'intention est de transférer aux deux hôpitaux à constituer en personnes morales autonomes la gestion de « tous » les lits d'hôpital reconnus qui sont actuellement « gérés » respectivement par l'Université de l'Etat à Gand et par celle de Liège. En ce qui concerne plus particulièrement l'Université de l'Etat à Gand, cela signifie que la nouvelle personne morale « Universitair Ziekenhuis Gent » reprendra la gestion de tous les lits reconnus qui étaient placés sous la gestion de l'Université de l'Etat, qu'ils aient été désignés ou non comme lits universitaires; mais cela signifie aussi, d'autre part, que les services hospitaliers universitaires attribués à l'Université de l'Etat à Gand en dehors du « Académisch Ziekenhuis te Gent » demeureront totalement étrangers à la nouvelle personne morale « Universitair Ziekenhuis Gent ».

1.2. Autre impécision qui entache le projet : il n'est pas fait de distinction claire et nette entre, d'une part, la mission des nouveaux hôpitaux et, d'autre part, les biens dont ces hôpitaux pourront disposer.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'article 5 a trait à la mission des nouveaux hôpitaux, les articles 16, 17 et 19 étant relatifs à la mise à disposition ou au transfert de biens aux nouveaux hôpitaux.

1.3. La disposition de l'article 4, alinéa 1er, aux termes duquel les deux hôpitaux universitaires visés par le projet sont soumis à la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, est assez surprenante, en raison de la généralité de ses termes. Que la loi précitée soit en principe applicable aux hôpitaux universitaires résulte déjà, en effet, de l'article 1er, § 2, 2^o, de cette loi.

Il ressort toutefois de l'alinéa 2 et des précisions fournies à ce sujet par les délégués du Gouvernement que l'article 4 du projet a uniquement pour objet de faire en sorte qu'en ce qui concerne la comptabilité, l'établissement des comptes et budgets et la désignation d'un reviseur d'entreprise, les prescriptions de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux soient applicables en l'occurrence, à l'exclusion des prescriptions, relatives à ces matières, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, loi qui sera, pour le surplus, intégralement applicable aux nouveaux hôpitaux.

2. Pour les diverses raisons indiquées ci-dessus, et avec la réserve expresse que, dans le délai imparti, le Conseil d'Etat n'a pu vérifier si, en rendant simultanément applicables la loi du 16 mars 1954 et

De bijzondere normen waaraan een ziekenhuis of een ziekenhuisdienst moet voldoen om als universitair te worden erkend, worden overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen door de Koning bepaald.

Ter uitvoering van die bepaling werd het koninklijk besluit van 14 november 1978 tot vaststelling van de voorwaarden om te worden aangewezen als universitair ziekenhuis of als universitaire ziekenhuisdienst getroffen (*Belgisch Staatsblad* 14 december 1978), blijkens hetwelk een ziekenhuisdienst van een niet-universitair ziekenhuis niettemin als universitaire ziekenhuisdienst kan worden erkend (artikel 1, § 1).

Op grond van dat koninklijk besluit van 14 november 1978 en binnen het raam van het maximumaantal bedden zoals het voor elke universiteit werd vastgesteld bij koninklijk besluit van 24 december 1980 (*Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1981), werden respectievelijk voor de Universiteiten van Gent en Luik de koninklijke besluiten van 20 juli 1981 (*Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1981) en 18 december 1986 (*Belgisch Staatsblad* februari 1987) getroffen.

Het koninklijk besluit van 20 juli 1981 heeft als universitaire ziekenhuisdiensten voor de Rijksuniversiteit te Gent aangewezen zeven ziekenhuisdiensten in het door de Rijksuniversiteit beheerd « Académisch Ziekenhuis », met in totaal 1 065 bedden, en twee ziekenhuisdiensten in het door het O.C.M.W. van Brugge beheerd « Ziekenhuis St.-Jan », met in totaal 100 bedden. Als universitaire ziekenhuisdiensten voor de « Université de Liège » zijn, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 december 1986, op dit ogenblik aangewezen 12 ziekenhuisdiensten verspreid over vier, alle door de Rijksuniversiteit van Luik beheerde ziekenhuizen, met in totaal 935 bedden.

Daarbuiten tellen zowel de Rijksuniversiteit van Gent als die van Luik een aantal door hen beheerde, erkende niet-universitaire bedden.

Volgens de inlichtingen verstrekt door de gemachtigden van de regering, is het de bedoeling aan de twee als autonome rechtspersonen op te richten ziekenhuizen het beheer over te dragen van « alle » erkende ziekenhuisbedden die thans respectievelijk door de Rijksuniversiteit van Gent en door die van Luik worden « beheerd ». Wat meer bepaald de Rijksuniversiteit van Gent betreft, betekent zulks dat, enerzijds, de nieuwe rechtspersoon « Universitair Ziekenhuis Gent » het beheer zal overnemen van alle erkende bedden die onder het beheer stonden van de Rijksuniversiteit, ongeacht of zij als universitaire bedden werden aangewezen of niet, maar dat, anderzijds, de universitaire ziekenhuisdiensten die aan de Rijksuniversiteit van Gent werden toegewezen buiten het « Académisch Ziekenhuis te Gent » aan de nieuwe rechtspersoon « Universitair Ziekenhuis Gent » volledig vreemd zullen blijven.

1.2. Een andere onduidelijkheid die het ontwerp kenmerkt, is dat er geen klaar onderscheid wordt gemaakt tussen, enerzijds, de opdracht van de nieuwe ziekenhuizen en, anderzijds, de goederen waarover die ziekenhuizen zullen kunnen beschikken.

Blijkens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, heeft artikel 5 betrekking op de opdracht van de nieuwe ziekenhuizen en betreffende artikelen 16, 17 en 19 het ter beschikking stellen of de overdracht van goederen aan de nieuwe ziekenhuizen.

1.3. Het voorschrift van artikel 4, eerste lid, luidens hetwelk de twee universitaire ziekenhuizen waarop het ontwerp betrekking heeft, onderworpen worden aan de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen wekt wegen de algemene termen waarin het geformuleerd wordt, enige verbazing, vermits de principiële toepasselijkheid van de genoemde wet op de universitaire ziekenhuizen reeds blijkt uit artikel 1, § 2, 2^o, van die wet.

Uit het tweede lid en uit de ter zake door de gemachtigden van de Regering aan de Raad van State verstrekte toelichtingen, blijkt echter dat men met artikel 4 van het ontwerp enkel heeft willen bereiken dat inzake de boekhouding, het opmaken van de begrotingen en de rekeningen en het aanstellen van een bedrijfsrevisor, de voorschriften van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen zouden gelden, met uitsluiting van de desbetreffende voorschriften van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wet die voor het overige op de nieuwe ziekenhuizen volledig toepassing zal vinden.

2. Om de diverse hiervoren aangegeven redenen, en onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de Raad van State binnen de hem toegemeten tijd niet heeft kunnen nagaan of het simultaan toepas-

celle du 23 décembre 1963, l'on ne risque pas de créer des difficultés, la rédaction suivante est proposée pour le Titre Ier du projet (qu'il vaudrait mieux transformer en Chapitre Ier (1)) :

« Article 1er. Il est créé auprès du Ministère de l'Education nationale un établissement public doté de la personnalité juridique, dénommé « Centre hospitalier universitaire de Liège » et, auprès du « Ministère van Onderwijs », un établissement public doté de la personnalité juridique, dénommé « Universitair Ziekenhuis Gent ».

Pour l'application du présent arrêté... (la suite comme à l'article 2 du projet).

Art. 2. Les hôpitaux universitaires sont rangés dans la catégorie B, visée à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relatives au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Par dérogation à la loi précitée du 16 mars 1954, les dispositions de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux relatives à la tenue de la comptabilité, à l'établissement des comptes et budgets et à la désignation d'un réviseur d'entreprise sont applicable aux hôpitaux universitaires.

Art. 3. Est transférée à chacun des deux hôpitaux universitaires la gestion :

1° des lits d'hôpital reconnus, attribués à l'université de l'Etat, en ce compris les services techniques et administratifs qui se rattachent à la gestion de ces lits;

2° des services médico-techniques et polycliniques et des laboratoires, pour autant qu'ils soient associés aux soins dispensés aux malades ».

Analyse des autres dispositions du projet

Intitulé

Il serait plus précis, encore qu'à l'heure actuelle l'Etat ne paraisse pas posséder d'autres hôpitaux universitaires, de rédiger l'intitulé comme suit : « Arrêté royal n° ... portant l'organisation, ... des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège ».

Article 6

1. Contrairement à ce que fait le régime transitoire prévu par l'article 25, § 1er, la disposition de l'article 6, § 1er, précise uniquement quelles sont les personnes qui sont électeurs; elle ne dit pas qui est éligible.

On ne trouve pas non plus dans l'article 6, § 1er, de disposition qui fasse pendant à celle de l'article 25, § 1er, 3°, qui prévoit la représentation au sein du conseil d'administration du personnel paramédical, administratif et technique nommé à titre définitif et exerçant au moins une fonction à mi-temps. Selon les déclarations de ses délégués, le Gouvernement aurait l'intention d'omettre le 3° de l'article 25, § 1er.

2. L'article 6, § 1er, appelle en outre les observations suivantes :

- dans le texte français du 3°, il faut lire : « élus dans son sein par le conseil d'administration de l'université de l'Etat »;
- dans le texte néerlandais du 4°, il y aurait lieu d'écrire « door de hoofdgeneesheer »;
- la concordance entre les textes français et néerlandais du 5° devrait être mieux assurée;

— au 6°, l'expression « au maximum » doit, selon les délégués du Gouvernement, être interprétée en ce sens qu'il s'agit simplement d'une faculté, pour le conseil d'administration, de coopter deux membres supplémentaires sur la base de cette disposition.

3. On pourrait améliorer la rédaction de l'article 6, § 2, comme suit : « Si l'administrateur délégué visé à l'article 10 n'a pas été élu membre du conseil d'administration sur la base du § 1er, 2° à 6° (selon les délégués du Gouvernement, la mention « § 1er, 2° à 5° » résulte d'une erreur), sa nomination ... (la suite comme dans le projet) ».

4. A l'article 6, § 3, le membre de phrase « le vice-recteur de l'université de l'Etat, désigné par le conseil d'administration (ajouter : de l'université de l'Etat) » procède de l'intention du Gouvernement de créer plusieurs fonctions de vice-recteur. Tant que cette réforme n'aura pas été réalisée, chaque université de l'Etat ne compte cependant qu'un vice-recteur. Il conviendrait, dès lors, d'omettre les mots « désigné par le conseil d'administration ».

selijk verklaren van de wetten van 16 maart 1954 en 23 december 1963 geen aanleiding zal geven tot moeilijkheden, wordt in overweging gegeven Titel I van het ontwerp (dat beter Hoofdstuk I zou worden (1)) als volgt te dirigeren :

« Artikel 1. Bij het Ministerie van Onderwijs wordt de openbare instelling met rechtspersoonlijkheid « Universitair Ziekenhuis Gent » opgericht en bij het « Ministerie de l'Education nationale » de openbare instelling met rechtspersoonlijkheid « Centre hospitalier universitaire de Liège ».

Voor de toepassing van dit besluit... (verder zoals in artikel 2 van het ontwerp).

Art. 2. De universitaire ziekenhuizen worden ingedeeld bij de categorie B, bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

In afwijking van de genoemde wet van 16 maart 1954, zijn inzake het voeren van de boekhouding, het opmaken van de begrotingen en de rekeningen en het aanstellen van een bedrijfsrevisor, op de universitaire ziekenhuizen de voorschriften van de wet van 23 december 1863 op de ziekenhuizen van toepassing.

Art. 3. Aan elk van beide universitaire ziekenhuizen wordt het beheer overgedragen van :

- 1° de aan de rijksuniversiteit toegewezen erkende bedden, met inbegrip van de met het beheer van die bedden verbonden technische en administratieve diensten;
- 2° de medisch-technische en poliklinische diensten en de laboratoria, voor zover ze bij de ziekenverzorging zijn betrokken ».

Onderzoek van de overige bepalingen van het ontwerp

Opschrift

Het ware nauwkeuriger, ook al blijkt het Rijk op dit ogenblik geen andere universitaire ziekenhuizen te bezitten, het opschrift als volgt te doen luiden : « Koninklijk besluit n° ... houdende de organisatie, ... van de Rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en van Luik ».

Artikel 6

1. In tegenstelling met de overgangsregeling vervat in artikel 25, § 1, wordt in artikel 6, § 1, alleen bepaald wie stemgerechtigd is, maar niet wie kan worden gekozen.

Artikel 6, § 1, bevat evenmin een tegenhanger van artikel 25, § 1, 3°, dat voorziet in de vertegenwoordiging, in de raad van bestuur, van het vastbenoemde paramedisch, administratief en technisch personeel dat minimaal een halfzijdse opdracht vervult. Volgens de verklaringen van de gemachtigden van de Regering, is het echter de bedoeling het 3° van artikel 25, § 1, te schrappen.

2. Bij artikel 6, § 1, zijn ook nog de volgende opmerkingen te maken :

- in de Franse tekst schrijve men in 3° « élus dans son sein par le conseil d'administration de l'université de l'Etat »;
- in de Nederlandse tekst leze men in 4° « door de hoofdgeneesheer »;
- de Nederlandse en de Franse tekst van 5° moeten beter met elkaar in overeenstemming worden gebracht;
- het gebruik van de term « maximaal » in 6° moet, volgens de gemachtigden van de Regering, zo worden verstaan dat het hier enkel een faculteit voor de raad van bestuur betreft om twee supplementaire leden te coöpteren op grond van die bepaling.

3. De redactie van artikel 6, § 2, verbeter men als volgt : « Indien de afgevaardigde-bestuurder bedoeld in artikel 10 niet tot lid van de raad van bestuur is verkozen op grond van § 1, 2° tot 6° (volgens de gemachtigden werd bij vergissing § 1, 2° tot 5°, geschreven), maakt hij ... (verder zoals in het ontwerp) ».

4. De in artikel 6, § 3, voorkomende zinsnede « de vice-rector van de rijksuniversiteit aangeduid door de raad van bestuur (bedoeld wordt : van de rijksuniversiteit) » is ingegeven door de plannen van de Regering om verscheidene ambten van vice-rector te creëren. Zolang die hervorming niet is tot stand gekomen, heeft elke rijks-universiteit echter slechts één vice-rector. De woorden « aangeduid door de raad van bestuur » dienen derhalve te worden geschrapt.

(1) Il n'est pas d'usage de subdiviser en Titres un projet qui ne compte que 27 articles. Il est préférable de grouper les articles en Chapitres, ceux-ci pouvant à leur tour, si besoin en est, être subdivisés en sections.

(1) Het is niet gebruikelijk een ontwerp dat slechts 27 artikelen telt, in te delen in Titels. Men groepeer de artikelen in Hoofdstukken, die - waar nodig - verder kunnen worden onderverdeeld in afdelingen.

Article 7

1. Le régime de l'article 7, § 1er, est trop restreint, en ce sens qu'il ne prévoit pas les cas où le mandat prend fin pour un motif autre que la perte de la qualité en raison de laquelle une personne a été élue membre du conseil d'administration.

2. En fixant la durée du mandat du suppléant (au lieu de : « remplaçant ») à quatre ans, ce régime entraînera, au surplus, au fil du temps, un nombre grandissant d'élections pour la désignation d'un seul membre du conseil d'administration. On peut éviter cet inconvénient en disposant que le suppléant achève le mandat de son prédécesseur.

3. L'article 7 ayant exclusivement trait aux membres « élus », il serait indiqué d'omettre les mots « leur désignation ou » et « désigné ou ».

4. Il est à remarquer que l'article 7, § 1er, ne détermine pas la durée du mandat des membres visés à l'article 6, § 1er, 3^o, ce qui laisse supposer qu'une fois élus en qualité de membre du conseil d'administration de l'hôpital universitaire par le conseil d'administration de l'université, ces personnes conserveront ce mandat tant qu'elles resteront membres du conseil d'administration de l'université. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il conviendrait de compléter le projet sur ce point.

Article 8

Paragraphe 1er

1. Dans la phrase introductive, il conviendrait d'écrire « et notamment de » au lieu de « et entre autres de ».

2. Dans le texte néerlandais du 1^o, il y a lieu d'écrire « het opmaken van de rekeningen en de begrotingen » au lieu de « het vastleggen van de rekeningen en de begrotingen ».

3. Dans un souci de clarté et de lisibilité, il est proposé de rédiger le texte du 2^o comme suit :

« 2^o la prise des décisions, soit d'initiative, soit sur la proposition du comité directeur, concernant la transformation (... la suite comme dans le projet, sauf à supprimer les mots (éventuellement sur la proposition du comité directeur »).

4. Le conseil d'administration de l'hôpital universitaire ne pourra évidemment user des pouvoirs qui lui sont confiés par le 3^o que pour autant qu'il s'agisse de matières relatives à l'hôpital universitaire. Il serait indiqué d'inscrire cette précision dans le texte.

5. Dans le texte français du 4^o, il y a lieu d'écrire « ... la Faculté de Médecine de l'Université concernée ».

6. Dans le 5^o et dans le 6^o, il serait à la fois plus correct et plus simple d'écrire « le recrutement » au lieu de « la désignation ou la nomination ».

7. Lue en corrélation avec le 4^o, la disposition du 5^o, en ce qu'elle parle des « autres membres du personnel médical », peut créer l'impression que seuls des médecins peuvent être désignés comme chefs de service et non, par exemple, un licencié en sciences dentaires. Si cette interprétation n'est pas la bonne, il y aura lieu d'adapter la rédaction du 5^o, de même que celle de toutes les dispositions qui contiennent l'expression « médecins chefs de service ».

8. Dans le texte néerlandais du 8^o, il convient d'écrire « het bepalen van de samenstelling en de benoeming ... ».

9. Le texte français du 9^o crée l'impression qu'il s'agit d'une délégation de pouvoirs du conseil d'administration au comité de direction. Les délégués du Gouvernement ont cependant affirmé que telle n'est pas l'intention. A supposer même que le 9^o signifie uniquement que le conseil d'administration peut répartir les compétences du comité de direction parmi les membres de ce comité, cette disposition n'en serait pas moins incompatible avec le passage du rapport au Roi selon lequel le comité de direction prend ses décisions collégalement (page 6).

Si le Gouvernement entend que le comité de direction prenne ses décisions collégalement, il conviendrait d'inclure cette prescription dans le texte de l'article 9 et de limiter la compétence du conseil d'administration dont il s'agit ici à la détermination des pouvoirs qui reviennent exclusivement à l'administrateur délégué.

Il y a d'ailleurs une discordance entre le texte néerlandais et le texte français du 9^o.

10. Il n'apparaît pas du 10^o quel est l'organe compétent pour la passation des marchés autres que ceux auxquels cette disposition est applicable. Selon les délégués du Gouvernement, le comité de direction sera compétent en la matière. Il serait souhaitable d'insérer dans le projet une disposition expresse en ce sens.

Artikel 7

1. De regeling van artikel 7, § 1, is te beperkt, in deze zin dat zij niet voorziet in de gevallen waarin aan het mandaat een einde komt om een andere reden dan het verlies van de hoedanigheid (niet : de kwaliteit) op grond waarvan een persoon tot lid van de raad van bestuur werd verkozen.

2. Door de duur van het mandaat van de opvolger (niet : de plaatsvervanger) op vier jaar te bepalen, zal de regeling bovendien tot gevolg hebben dat mettertijd hoe langer hoe meer verkiezingen zullen moeten worden gehouden voor de aanwijzing van slechts één enkel lid van de raad van bestuur. Zulks zou kunnen worden voorkomen door te bepalen dat een opvolger het mandaat van zijn voorganger voltooit.

3. Daar artikel 7 uitsluitend op « verkozen » leden betrekking heeft, kunnen de woorden « aangeduid of » telkens worden geschrapt.

4. Aan te stippen valt, dat artikel 7, § 1, niet de duur van het mandaat bepaalt voor de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 3^o. Dit doet de veronderstelling rijzen dat die personen, eens dat zij door de raad van bestuur van de universiteit tot lid van de raad van bestuur van het universitair ziekenhuis zijn verkozen, dat mandaat zullen behouden zolang zij lid van de raad van bestuur van de universiteit blijven. Mocht dat niet de bedoeling zijn, dan zou het ontwerp op dat punt moeten worden aangevuld.

Artikel 8

Paragraaf 1

1. In de inleidende zin schrijve men « en onder meer inzake » in plaats van « waaronder ».

2. In de Nederlandse tekst van 1^o lezen men « het opmaken van de rekeningen en de begrotingen » in plaats van « het vastleggen ».

3. Het zou duidelijker zijn en de tekst gemakkelijker leesbaar maken, indien men 2^o als volgt zou redigeren :

« 2^o het beslissen, op eigen initiatief of op voorstel van het directiecomité, over de omvorming (... verder zoals in het ontwerp met schrapping uiteraard van de zinsnede « eventueel op voorstel van het directiecomité »).

4. De raad van bestuur van het universitair ziekenhuis zal van de bevoegdheden die het 3^o hem opdraagt, vanzelfsprekend enkel gebruik kunnen maken voor zover het om aangelegenheden gaat die het universitair ziekenhuis betreffen. Het ware goed zulks in de tekst te preciseren.

5. In de Franse tekst schrijve men in 4^o « ... la Faculté de Médecine de l'Université concernée ».

6. Het ware correcter en eenvoudiger, in 5^o en 6^o, te schrijven « de indienstneming » in plaats van « de aanwerving of de benoeming ».

7. Gelezen in samenhang met 4^o, wekt 5^o doordat er sprake is in van « de overige leden van het medisch personeel » de indruk dat alleen geneesheren, en dus bv. niet een licentiaat in de tandheelkunde, als diensthoofd kunnen worden aangesteld. Indien die interpretatie niet juist zou zijn, zou de redactie van 5^o en van al de bepalingen waarin er sprake is van « de geneesheren hoofd van dienst » moeten worden aangepast.

8. In de Nederlandse tekst van 8^o schrijve men « het bepalen van de samenstelling en de benoeming ... ».

9. De Franse tekst van 9^o wekt de indruk dat het in deze bepaling zou gaan om delegatie van bevoegdheden van de raad van bestuur aan het directiecomité. De gemachtigden van de Regering hebben echter bevestigd dat zulks niet de bedoeling is. Maar ook indien 9^o enkel zou betekenen dat de raad van bestuur de bevoegdheden van het directiecomité onder de leden van dat comité kan verdelen, dan nog zou die bepaling niet overeen te brengen zijn met de passus in het verslag aan de Koning waarin wordt gezegd dat het directiecomité een orgaan is dat collegiaal beslist (blz. 6).

Indien het de bedoeling van de Regering is dat het directiecomité collegiaal zijn beslissingen zou nemen, dan zou dat voorschrift in de tekst van artikel 9 moeten worden opgenomen en de hier aan de orde zijnde bevoegdheid van de raad van bestuur moeten worden beperkt tot het bepalen van de bevoegdheden die exclusief aan de afvaardigde-bestuurder toekomen.

Er is trouwens een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van 9^o.

10. Uit 10^o blijkt niet welk orgaan bevoegd is voor het gunnen van de andere opdrachten dan die waarop die bepaling van toepassing is. Volgens de gemachtigden van de Regering zal het directiecomité ter zake bevoegd zijn. Het ware wenselijk een uitdrukkelijke bepaling in die zin in het ontwerp op te nemen.

Selon les délégués du Gouvernement, l'alinéa 2 du 10^e tend à permettre au Roi d'adapter les montant mentionnés à l'alinéa 1^{er}, aux modifications qui seraient apportées à l'arrêté royal du 13 décembre 1977 (*Moniteur belge* 21 décembre 1977), pris en exécution de l'article 2, § 3, de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Il y aurait lieu, dès lors, d'adapter la rédaction de la disposition précitée comme suit : « ... pour les mettre en concordance avec les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 2, § 3, de la loi du 14 juillet 1976 relative ... ».

11. Selon les délégués du Gouvernement, le 11^e concerne uniquement le personnel visé à l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, c'est-à-dire au personnel enseignant. Cette disposition ne s'applique pas, dès lors, au personnel visé à l'article 14 du projet et qui est mis à la disposition de l'hôpital universitaire par l'université de l'Etat. Il conviendrait de préciser le texte du 11^e sur ce point. Il y aurait lieu de veiller, en outre, à une meilleure concordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Paragraphe 2

Il conviendrait de rédiger le 1^o comme suit : « 1^o la fixation, d'initiative ou sur proposition du comité de direction, du statut administratif et pécuniaire du personnel et du règlement de travail; ».

Paragraphe 3

La rédaction de ce paragraphe pourrait être améliorée comme suit : « § 3. Chaque hôpital universitaire peut recevoir, conformément à l'article 910 du Code civil, des donations entre vifs et des legs, pour autant qu'il y ait été autorisé par arrêté royal. Aucune autorisation n'est cependant requise pour l'acceptation de ... (la suite comme dans le projet) ».

Paragraphe 4

Il est d'usage qu'un règlement d'ordre intérieur soit soumis à l'approbation du Roi.

Article 9

1. Il y a lieu d'écrire in fine du paragraphe 1^{er} : « ... l'article 1bis, § 4, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, inséré par l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 ».

2. Le paragraphe 3 crée l'impression que seul l'administrateur délégué serait responsable devant le conseil d'administration des actes du comité de direction. Ainsi qu'il a été signalé ci-dessus lors de l'examen de l'article 8, § 1^{er}, 9^e, le Gouvernement entend toutefois que les décisions du comité de direction soient, en principe, prises collégalement et que le conseil d'administration ne confie au seul administrateur délégué que certaines compétences déterminées. Si cette interprétation est la bonne, il est évident que c'est uniquement en ce qui concerne l'exercice de ces dernières compétences que l'administrateur délégué peut être tenu pour seul responsable et que le comité de direction tout entier pourra avoir à répondre de l'exercice des autres compétences.

3. Le paragraphe 4 règle uniquement la représentation de l'hôpital universitaire dans les actes tant judiciaires qu'extra-judiciaires. Il laisse sans réponse la question de savoir quel sera l'organe compétent pour ester en justice. A défaut d'une disposition expresse, il semble que ce soit le conseil d'administration qui sera compétent pour ce faire.

Article 10

1. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient d'écrire : « door de raad van bestuur, bij beslissing genomen met een meerderheid van drievierde van de geldig uitgebrachte stemmen, de onthoudingen niet inbegrepen ... ». Dans le texte français de la même disposition, il faut lire « les abstentions » au lieu de « des abstentions ».

La disposition énoncée par la dernière phrase serait mieux à sa place au paragraphe 5. On pourrait l'y intégrer en complétant ce paragraphe comme suit : « ... et qu'il n'est pas réélu ou qu'il est mis fin à son mandat en application du § 1^{er}, il conserve ... ».

2. Selon les renseignements fournis par les délégués du Gouvernement, la rédaction suivante du paragraphe 2 traduirait plus exactement l'intention du Gouvernement :

« § 2. L'administrateur délégué bénéficie du même statut pécuniaire qu'un professeur ordinaire ».

Het tweede lid van 10^e strekt er, volgens de gemachtigden, toe de Koning de mogelijkheid te bieden de in het eerste lid vermelde bedragen aan te passen aan de wijzigingen die zouden worden aangebracht in het koninklijk besluit van 13 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* 21 december 1977) dat getroffen werd ter uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. De redactie van de bedoelde bepaling dient derhalve als volgt te worden verbeterd : « ... ten einde ze in overeenstemming te brengen met de koninklijke besluiten die worden getroffen ter uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 14 juli 1976 betreffende ... ».

11. Het 11^e heeft volgens de gemachtigden van de Regering enkel betrekking op het personeel bedoeld in artikel 21 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, m.a.w. het onderwijzend personeel. De bepaling geldt dus niet voor het in artikel 14 van het ontwerp bedoelde personeel dat door de rijksuniversiteit ter beschikking van het universitair ziekenhuis wordt gesteld. De tekst van 11^e zou op dat punt moeten worden verduidelijkt. Bovendien zou de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie beter moeten worden verzorgd.

Paragraaf 2

Het 1^o redigere men als volgt : « 1^o het vaststellen, op eigen initiatief of op voorstel van het directiecomité, van het administratief en het geldelijk statuut van het personeel en van het arbeidsreglement; ».

Paragraaf 3

Men verbeterde de redactie van deze paragraaf als volgt : « § 3. Elk universitair ziekenhuis kan, overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, schenkingen onder levenden en legaten in ontvangst nemen, voor zover het daartoe bij koninklijk besluit wordt gemachtigd. Machtiging is evenwel niet vereist voor het aanvaarden van ... (verder zoals in het ontwerp) ».

Paragraaf 4

Het is gebruikelijk dat een reglement van orde aan de goedkeuring van de Koning wordt onderworpen.

Artikel 9

1. In fine van paragraaf 1 schrijve men : « ... artikel 1bis, § 4, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 ».

2. Paragraaf 3 wekt de indruk dat alleen de afgevaardigde-bestuurder aan de raad van bestuur verantwoording zou verschuldigd zijn voor het optreden van het directiecomité. Zoals hiervoor werd aangestipt bij de bespreking van artikel 8, § 1, 9^e, is het echter de bedoeling dat het directiecomité in beginsel collegiaal zou beslissen en de raad van bestuur enkel bepaalde bevoegdheden uitsluitend aan de afgevaardigde-bestuurder zou toevertrouwen. Indien die interpretatie de juiste is, spreekt het vanzelf dat de afgevaardigde-bestuurder enkel voor de uitoefening van de laatstbedoelde bevoegdheden alleen verantwoordelijk kan worden gesteld en dat voor de uitoefening van de overige bevoegdheden het gehele directiecomité ter verantwoording zal kunnen worden geroepen.

3. Paragraaf 4 regelt alleen de vertegenwoordiging van het universitair ziekenhuis in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen. Het laat de vraag onbeantwoord aan welk orgaan de bevoegdheid toekomt om op te treden in rechte. Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke bepaling, lijkt ter zake de raad van bestuur bevoegd te zullen zijn.

Artikel 10

1. In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, tweede lid, schrijft men : « door de raad van bestuur, bij beslissing genomen met een meerderheid van drievierde van de geldig uitgebrachte stemmen, de onthoudingen niet inbegrepen ... ». En de Franse tekst leze men : « les abstentions » in plaats van : « des abstentions ».

Het voorschrift van de laatste volzin zou meer op zijn plaats zijn in paragraaf 5, waar het kan worden in verwerkt door die bepaling als volgt aan te vullen : « ... en hij niet herkozen wordt of aan zijn mandaat een einde wordt gemaakt met toepassing van § 1, geniet hij ... ».

2. Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigden van de Regering, zou de volgende redactie van paragraaf 2 de bedoeling van de Regering juistere weergeven :

« § 2. De afgevaardigde-bestuurder heeft hetzelfde geldelijk statuut als een gewoon hoogleraar ».

3. Eu égard notamment à la référence qui figure au paragraphe 5, il se recommande d'insérer les paragraphes 3 et 4 dans le paragraphe 2 sous la forme d'un alinéa 2 et d'un alinéa 3, ce qui nécessiterait évidemment une modification du numéro d'ordre du paragraphe 5. Par ailleurs, il serait plus exact d'écrire au paragraphe 5 : « ... il conserve, après la fin de celui-ci, pendant les six premiers mois le traitement dont il bénéficiait conformément au § ..., pendant les trois mois suivants la moitié et pendant les trois mois subséquents le quart de ce traitement ».

4. Des dispositions explicites relatives au statut administratif du personnel des communautés ou des régions n'ont pas leur place dans une réglementation édictée par l'autorité nationale : ou bien la réglementation édictée pour l'administration de l'Etat est également applicable, en vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, aux administrations des communautés et des régions, et dans ce cas la mention de ces administrations est superflue, ou bien l'autorité nationale est incompétente en la matière. Il convient dès lors de supprimer au paragraphe 4 les mots « de la communauté ou de la région ».

Dans le texte néerlandais du paragraphe 4, il y a lieu de supprimer également les mots « uit zijn bestuur » et d'écrire, plus loin, « de wedde van gewoon hoogleraar ».

Chapitre III.

Ainsi qu'il ressort du rapport au Roi, l'article 11 inclus dans ce chapitre ne règle pas vraiment l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux visés par le projet. Cette disposition n'a dès lors pas sa place dans le projet.

Article 12.

L'intention du Gouvernement est sans doute de rendre la loi du 19 décembre 1974 applicable non seulement dans sa version actuelle, mais aussi avec toutes les modifications qu'elle subira par la suite. Il y a lieu dès lors de supprimer les mots « modifiée par les lois des 20 juin 1975, 1^{er} septembre 1980 et 19 juillet 1983 ».

Article 14.

1. Il résulte implicitement de cette disposition qu'après l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet l'université de l'Etat pourra encore détacher (en néerlandais « ter beschikking stellen ») à l'hôpital universitaire du personnel qui sera occupé à temps plein dans cet hôpital, alors que les articles 21 et 22 du projet prévoient que tant le personnel statutaire que le personnel engagé sous contrat par l'université de l'Etat et qui était affecté (en néerlandais « ter beschikking gesteld ») exclusivement à son « hôpital académique » (et non « hôpital universitaire », comme il est dit à l'article 22 du projet) sera transféré à l'hôpital universitaire (et non « hôpital académique », comme il est dit à l'article 22 du projet).

Une telle disposition paraît, à première vue, peu cohérente et difficilement conciliable avec l'objectif du projet, qui est d'instaurer la gestion séparée de l'hôpital universitaire.

Si, néanmoins, il entendait ménager la possibilité de mettre également à l'avantage du personnel de l'université de l'Etat à la disposition de l'hôpital universitaire, le Gouvernement devrait en tout cas régler cet aspect de manière plus explicite et plus précise. Il faudrait en outre éliminer les discordances terminologiques entre les textes français et néerlandais des articles 14 et 21.

2. Il va sans dire que l'administrateur délégué ne pourra exercer le droit qui lui est conféré par l'article 14 que dans le respect des obligations contractuelles existantes.

TITRE IV.

1. L'intitulé du titre IV (qui deviendra le chapitre IV si l'on se rallie à la suggestion faite dans une observation précédente du précédent du présent avis) manque de précision, les articles 16 et 17 ayant trait exclusivement à des biens qui appartiennent actuellement à l'Etat et qui ne font donc pas partie des patrimoines des universités. Il serait dès lors plus exact de rédiger l'intitulé comme suit : « Titre IV (ou Chapitre IV) : Dispositions relatives aux biens ».

Pour que l'agencement du projet soit rationnel, il faudrait en outre que l'article 19, disposition qui, elle, concerne le transfert de l'actif et du passif du patrimoine de l'université au patrimoine de l'hôpital universitaire, figure également au Titre IV (ou Chapitre IV).

2. Il résulte des entretiens avec les délégués du Gouvernement que la rédaction des articles 16 et 17 répondrait mieux à l'intention des auteurs du projet si l'on mentionnait respectivement les « biens immeubles par nature » et les « biens autres que ceux visés à l'article 16 ».

3. Le texte français de l'article 17 omet de préciser qu'il s'agit de biens mis à la disposition de l'hôpital académique « par l'Etat ».

3. Mede gelet op de in paragraaf 5 voorkomende verwijzing, verdient het aanbeveling de paragrafen 3 en 4 als tweede en derde lid op te nemen in paragraaf 2, wat uiteraard een vernummering zou vergen van paragraaf 5. Overigens ware het juist in paragraaf 5 te spreken van « de wedde die hij overeenkomstig § ... genoot ».

4. Expliciete voorschriften inzake het administratief statuut van het personeel van de gemeenschappen of de gewesten horen niet thuis. In een regeling die de nationale overheid treft : ofwel geldt de voor de rijksadministratie getroffen regeling krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tevens voor de administraties van de gemeenschappen en de gewesten en is de vermelding van die administraties overbodig, ofwel is de nationale overheid ter zake onbevoegd. Men schrappe derhalve de gemeenschappen of de gewesten ».

In de Nederlandse tekst van paragraaf 4 schrappe men ook de woorden « uit zijn bestuur », maar schrijf men verder « de wedde van gewoon hoogleraar ».

Hoofdstuk III.

Zoals blijkt uit het verslag aan de Koning, is het in dit hoofdstuk opgenomen artikel 11 niet een echte regeling in verband met de organisatie, de werking en het beheer van de ziekenhuizen waarop het ontwerp betrekking heeft. Die bepaling hoort derhalve in het ontwerp niet thuis.

Artikel 12.

Daar het wellicht de bedoeling is de wet dan 19 december 1974 toepasselijk te verklaren, niet enkel zoals zij thans luidt maar ook met alle latere wijzigingen die zij zal ondergaan, moeten de woorden « gewijzigd door de wetten van 1 september 1980 en 19 juli 1983 » worden geschrapt.

Artikel 14.

1. Uit deze bepaling volgt impliciet dat er ook na de inwerkingtreding van het ontworpen besluit nog door de rijksuniversiteit bij het universitair ziekenhuis « ter beschikking gesteld » personeel détaché in het Fr.) zal zijn dat voltijds bij het ziekenhuis werkzaam zal zijn, niettegenstaande luidens de artikelen 21 en 22 van het ontwerp zowel het statutair als het contractueel door de rijksuniversiteit aangeworven personeel dat exclusief « ter beschikking » was gesteld (affecté, in het Fr.) van het academisch ziekenhuis aan het universitair ziekenhuis wordt overgedragen.

Een dergelijke regeling lijkt op het eerste gezicht weinig samenhangend te zijn en moeilijk te verenigen met het door het ontwerp nagestreefde afzonderlijk beheer van het universitair ziekenhuis.

Wil men toch de mogelijkheid bewaren om ook nog in de toekomst personeel van de rijksuniversiteit ter beschikking van het universitair ziekenhuis te stellen, dan zou zulks in elk geval op een meer expliciete en nauwkeuriger wijze moeten worden geregeld. Ook zouden dan de terminologische discordanties tussen de Nederlandse en de Franse versies van de artikelen 14 en 21 moeten worden weggewerkt.

2. Het spreekt vanzelf dat de afgevaardigde-bestuurder van het hem bij artikel 14 verleende recht enkel gebruik zal kunnen maken met eerbiediging van bestaande contractuele verbintenissen.

TITEL IV

1. Het opschrift van Titel IV (die Hoofdstuk IV zou worden indien wordt ingegaan op een eerder in dit advies gedane suggestie) is onnauwkeurig, vermits de artikelen 16 en 17 uitsluitend betrekking hebben op goederen die op dit ogenblik aan het Rijk toehoren, en dus geen deel uitmaken van de patrimonia van de universiteiten. Het ware derhalve juist het opschrift te doen luiden : « Titel IV (of Hoofdstuk IV) : Bepalingen betreffende de goederen ».

Een rationele inrichting van het ontwerp vergt bovendien dat ook artikel 19 — de bepaling die wel de overgang van activa en passiva van het patrimonium van de universiteit naar het patrimonium van het universitair ziekenhuis betreft — in Titel IV (of Hoofdstuk IV) zou worden opgenomen.

2. Uit de besprekingen met de gemachtigden van de Regering is gebleken, dat het beter met de bedoeling van de stellers van het ontwerp zou overeenstemmen in artikel 16 te spreken van « de goederen die onroerend zijn door hun aard » en in artikel 17 van « de andere goederen dan die bedoeld in artikel 16 ».

3. In de Franse tekst van artikel 17 ontbreekt de precisering dat het gaat om giederen die « door de Staat » ter beschikking van het academisch ziekenhuis werden gesteld.

Article 18.

La technique législative recommande d'écrire à l'alinéa 1^{er} de cet article : « L'article 50 bis de la loi ... de l'Etat, y inséré par la loi du 6 juillet 1964, est abrogé ».

Article 19.

1. Il résulte des renseignements fournis par les délégués du Gouvernement que l'opération visée par cet article ne consiste pas dans la simple confection d'un inventaire, mais dans la conclusion, entre l'université de l'Etat et l'hôpital universitaire concerné d'une convention relative au transfert de l'actif et du passif de l'hôpital académique du patrimoine de l'université à celui de l'hôpital universitaire.

2. Ainsi qu'il a déjà été dit, l'article 19 devrait figurer dans le même Titre (ou dans le même Chapitre) que les articles 16 et 17.

Article 20.

La portée de cet article n'apparaît pas clairement. Selon les délégués du Gouvernement, cette disposition doit être interprétée en ce sens que les services prestés par le personnel de l'université de l'Etat au profit de l'hôpital universitaire et qui ne sont pas couverts par les subventions de l'Etat prévues par la loi du 27 juillet 1971, pourront donner lieu à une convention selon laquelle l'hôpital interviendra dans le coût de ces services en faveur de l'université de l'Etat. Selon les délégués, l'inverse sera également possible : si, par exemple, l'université de l'Etat utilise l'auditoire d'un hôpital, elle devra éventuellement payer à celui-ci une indemnité de ce chef. Ce point aussi pourra, selon les délégués, être réglé dans le cadre de la convention, susvisée.

Tous ces éléments ne se dégagent toutefois pas du texte de l'arrêté en projet. La première des deux hypothèses est comparable au cas visé à l'article 26, 4^o, de la loi du 27 juillet 1971, mais ne constitue en aucune façon une exécution de cette disposition; la seconde hypothèse est totalement étrangère à la disposition légale précitée.

Il y a lieu, dès lors, de réécrire complètement l'article 20 du projet.

Article 22.

Dans le texte français de cet article, il y a lieu d'écrire « ... hôpital académique, est transféré à l'hôpital universitaire ... ».

A la fin du texte néerlandais, il convient d'écrire « algemeen verbindend verklaard bij » au lieu de « verplicht gesteld door ».

Article 23

Selon les délégués du Gouvernement, le comité de direction de l'hôpital universitaire de Gand exercera à l'avenir également les tâches du directoire créé par l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 portant les mesures d'assainissement applicables à l'hôpital universitaire de l'Université de l'Etat à Gand. Afin de dissiper tout doute sur ce point, il convient de compléter le paragraphe 2 de l'article 23 par un alinéa 2 où cette précision serait énoncée expressément.

Article 24.

1. Cet article vise à supprimer à l'article 4 de l'arrêté royal n° 455 précité la disposition selon laquelle il sera mis fin au plus tard le 31 mars 1987 aux fonctions de directeur particulier créés par cet article.

Le but de l'article 24 est évidemment d'assurer la continuité dans l'exécution du plan d'assainissement imposé par l'arrêté royal n° 455.

Il n'est toutefois disposé nulle part que l'on entend transférer à l'administrateur délégué, dont la fonction est créée par le projet, la mission que l'arrêté royal n° 455 confie au directeur particulier. Il s'impose de compléter l'article 24 dans ce sens.

2. Il convient de corriger la rédaction de la disposition en projet comme suit : « A l'article 4 de l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 précité, la dernière phrase est abrogée ».

Article 25.

La lecture des dispositions du paragraphe 1^{er} de cet article serait plus aisée si le 1^o, le 2^o et le 3^o commençaient chacun par le membre de phrase « pour l'élection des ... ».

La chambre était composée de :

MM. J. Nimmegheers, conseiller d'Etat, président,
W. Deroover, conseiller d'Etat,
J. De Brabandere, conseiller d'Etat,
Mme F. Lievens, greffier.

Artikel 18

Wetgevingstechnisch verdient het aanbeveling in het eerste lid te schrijven : « Artikel 50 bis van de wet ... door de Staat, ingevoegd bij wet van 6 juli 1984, wordt opgeheven ».

Artikel 19.

1. Uit de toelichtingen die door de gemachtigden van de Regering werden verstrekt, blijkt dat de verrichting die men in dit artikel op het oog heeft niet het louter opmaken van een inventaris is, doch wel sluiten van een overeenkomst tussen de rijksuniversiteit en het betrokken universitair ziekenhuis betreffende de overdracht van de activa en de passiva van het academisch ziekenhuis van het patri-monium van de universiteit naar dat van het universitair ziekenhuis.

2. Zoals reeds gezegd, hoort artikel 19 thuis in dezelfde Titel (of in hetzelfde Hoofdstuk) als de artikelen 16 en 17.

Artikel 20.

De draagwijdte van dit artikel is niet zeer duidelijk. Volgens de gemachtigden van de Regering wordt ermee bedoeld, dat diensten gepresteerd door personeel van de rijksuniversiteit ten behoeve van het universitair ziekenhuis en welke niet zijn gedekt door de rijks-toelagen bedoeld in de wet van 27 juli 1971, aanleiding zullen kunnen geven tot een « conventie » waarbij het ziekenhuis in de kosten voor die gepresteerde diensten zal tussenkomen ten bate van de rijksuniversiteit. Volgens de gemachtigden zal ook het omgekeerde mogelijk zijn : de rijksuniversiteit die, bijvoorbeeld, een auditorium van een ziekenhuis gebruikt, zal daarvoor gebeurlijk een vergoeding dienen uit te keren aan dat ziekenhuis. Ook dat zal volgens de gemachtigden in de « conventie » kunnen worden geregeld.

Dat alles blijkt echter niet uit de ontworpen tekst. De eerste van beide hypothesen is vergelijkbaar met het geval bedoeld in artikel 26 4^o, van de wet van 27 juli 1971, maar is in elk geval geen uitvoering van die bepaling; de tweede hypothese is totaal vreemd aan de genoemde wetsbepaling.

Artikel 20 van het ontwerp dient dan ook volledig te worden herschreven.

Artikel 22

In de Franse tekst moet worden gelezen « ... hôpital académique, est transféré à l'hôpital universitaire ... ».

In fine van de Nederlandse tekst schrijve men, « algemeen verbindend verklaard bij » in plaats van « verplicht gesteld door ».

Artikel 23

Volgens de gemachtigden van de Regering zal het directiecomité van het universitair ziekenhuis van Gent in de toekomst ook de taken uitoefenen van het directorium dat opgericht bij het koninklijk besluit nr. 455 van 10 september 1986 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent. Ten einde daarover geen twijfel te laten ontstaan, vulle men paragraaf 2 van artikel 23 aan met een tweede lid, waarin zulks met zoveel woorden uitdrukkelijk wordt bepaald.

Artikel 24

1. Dit artikel beoogt de schrapping, in artikel 4 van het eerderevernoemde koninklijk besluit nr. 455, van de bepaling luidens welke de bij dat artikel ingestelde functie van bijzondere bestuurder een einde neemt uiterlijk op 31 maart 1987.

Het doel van artikel 24 is uiteraard de continuïteit te verzekeren inzake de uitvoering van het saneringsplan dat bij het koninklijk besluit nr. 455 werd opgelegd.

Dat het ook de bedoeling is de bij het koninklijk besluit nr. 455 aan de bijzondere bestuurder opgedragen taak over te dragen aan de afgevaardigde-bestuurder wiens ambt het ontwerp instelt, wordt echter nergens bepaald. Een aanvulling van artikel 24 in die zin is noodzakelijk.

2. De redactie van de ontworpen bepaling verbeterde men als volgt : « In artikel 4 van het eerderevernoemde koninklijk besluit nr. 455 van 10 september 1986 wordt de laatste volzin opgeheven ».

Artikel 25.

De bepalingen van paragraaf 1 zouden aan leesbaarheid winnen, indien de zinsnede « voor de verkiezing van ... » telkens vooraan zou worden geplaatst.

De kamer was samengesteld uit :

de Heren J. Nimmegheers, staatsraad, voorzitter,
W. Deroover, staatsraden,
J. De Brabandere, staatsraden,
Mevr. F. Lievens, griffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Nimmegeers. Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur adjoint.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
J. Nimmegeers.

31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 542 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2° c, 4° et 3 § 2;

Vu l'urgence;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — Dispositions générales

Article 1er. Il est créé auprès du Ministère van Onderwijs un établissement public doté de la personnalité juridique, dénommé « Universitair ziekenhuis Gent » et auprès du Ministère de l'Education nationale un établissement public doté de la personnalité juridique, dénommé « Centre hospitalier universitaire de Liège ».

Pour l'application de cet arrêté, on entend par :

1° « hôpital universitaire », l'hôpital ou le centre hospitalier visé à l'article 1er;

2° « université de l'Etat », l'université de l'Etat à Gand ou à Liège.

Art. 2. Les hôpitaux universitaires sont rangés dans le catégorie B, visée à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Les commissaires du gouvernement qui sont nommés auprès des universités visées à l'article 1er en vertu de l'article 45, § 1er de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires exercent auprès des hôpitaux universitaires les pouvoirs du commissaire du gouvernement mentionnés à l'article 9, § 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Par dérogation à la dite loi du 16 mars 1954, les dispositions de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, relatives à la tenue de la comptabilité, à l'établissement des comptes et budgets et à la désignation d'un réviseur d'entreprise sont applicables aux hôpitaux universitaires.

Art. 3. Est transférée à chacun des hôpitaux universitaires la gestion :

1° des lits agréés qui sont attribués à l'université de l'Etat, ainsi que des services techniques et administratifs attachés à ces lits;

2° les services médico-techniques et polycliniques et les laboratoires, pour autant qu'ils soient associés aux soins aux malades.

CHAPITRE II. — La gestion de l'hôpital universitaire

Section 1re. — Conseil d'administration

Art. 4. § 1er. Le conseil d'administration est composé comme suit :

1° le recteur de l'université de l'Etat, qui préside le conseil d'administration;

2° le doyen de la Faculté de médecine de l'université de l'Etat;

3° trois membres élus, dans son sein, par le conseil d'administration de l'université de l'Etat;

4° deux membres élus, dans leur sein, par le médecin en chef et par les médecins hospitaliers chefs de service;

5° deux membres élus, dans leur sein, par les médecins hospitaliers qui ne sont pas chefs de service, et dont les prestations atteignent au moins cinquante pourcents des prestations complètes;

6° deux personnes au maximum cooptées par les autres membres du conseil d'administration de l'hôpital universitaire en raison de leur compétence en matière de la gestion.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Nimmegeers. Het verslag werd uitgebracht door de H. M. Van Damme, adjunct-auditeur.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
J. Nimmegeers.

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 542 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2° c, 4° en 3 § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Bij het Ministerie van van Onderwijs wordt de openbare instelling met rechtspersoonlijkheid « Universitair ziekenhuis Gent » opgericht en bij het Ministerie de l'Education nationale wordt de openbare instelling met rechtspersoonlijkheid « Centre hospitalier universitaire de Liège » opgericht.

Voor de toepassing van dit besluit wordt begrepen onder :

1° « universitair ziekenhuis », het ziekenhuis of het ziekenhuis-complex bedoeld in artikel 1;

2° « rijksuniversiteit », de rijksuniversiteit van Gent of van Luik.

Art. 2. De universitaire ziekenhuizen worden ingedeeld bij de categorie B, bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De krachtens artikel 45, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen aan de in artikel 1 bedoelde universiteiten benoemde regeringscommissarissen oefenen bij de universitaire ziekenhuizen de bevoegdheden uit van de regeringscommissaris vermeld in artikel 9, § 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

In afwijking van genoemde wet van 16 maart 1954, zijn inzake het voeren van de boekhouding, het opmaken van de begrotingen en de rekeningen en het aanstellen van een bedrijfsrevisor, op de universitaire ziekenhuizen de voorschriften van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen van toepassing.

Art. 3. Aan elk van beide universitaire ziekenhuizen wordt het beheer overgedragen van :

1° de aan de rijksuniversiteit toegewezen erkende bedden, met inbegrip van de met het beheer van die bedden verbonden technische en administratieve diensten;

2° de medisch-technische en poliklinische diensten en laboratoria voor zover ze bij de ziekenverzorging zijn betrokken.

HOOFDSTUK II. — Het beheer van het universitair ziekenhuis

Afdeling 1. — Raad van bestuur

Art. 4. § 1. De raad van bestuur wordt als volgt samengesteld :

1° de rector van de rijksuniversiteit, die de raad van bestuur voorziet;

2° de decaan van de Faculteit van de geneeskunde van de rijksuniversiteit;

3° drie leden, verkozen door de raad van bestuur van de rijksuniversiteit, uit zijn midden;

4° twee leden, verkozen door de hoofdgeneesheer en door de geneesheren-diensthoofden, uit hun midden;

5° twee leden, verkozen door de geneesheren die geen diensthoofd zijn en minimaal een halftijdse opdracht vervullen uit hun midden;

6° maximaal twee leden, gecoöpteerd op basis van hun bevoegdheid op het vlak van het beheer, door de overige leden van de raad van bestuur van het universitair ziekenhuis.

§ 2. Si l'administrateur délégué visé à l'article 8 n'a pas été élu membre du conseil d'administration sur la base du § 1er, 2° à 6°, sa nomination comme administrateur délégué entraîne de plein droit sa nomination comme membre du conseil d'administration.

§ 3. En cas d'empêchement du recteur, celui-ci est remplacé par le vice-recteur de l'université de l'Etat. Dans ce cas la présidence est assurée par le doyen de la faculté de médecine.

§ 4. Le conseil d'administration choisit un secrétaire parmi les membres du personnel administratif de l'hôpital universitaire, pour un terme de quatre ans. Ce terme est renouvelable.

Art. 5. § 1er. La durée des mandats des membres visés à l'article 4, § 1er, 4° à 6° est fixée à quatre ans. S'il est mis fin prématurément à leur mandat ou si leur désignation ou leur élection est liée à une qualité qu'ils viennent à perdre durant leur mandat, ils cessent d'appartenir au conseil d'administration, et un suppléant est élu pour achever le mandat.

§ 2. La procédure d'élection des membres visés à l'article 4, § 1er, 4° à 6° est fixée par le conseil d'administration.

Art. 6. § 1er. Conformément à l'article 1bis, §§ 2 et 3 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux et sans préjudice des compétences du conseil médical, le conseil d'administration est chargé de la gestion de l'hôpital universitaire et notamment :

1° l'établissement des comptes et budgets préparés et proposés par le comité directeur qui doivent être soumis par le conseil d'administration à l'approbation du Ministre de l'Education nationale compétent;

2° la prise des décisions, soit d'initiative, soit sur la proposition du comité directeur, en ce qui concerne la transformation et la suppression de services et de sections existants, la création de nouveaux services et sections et l'extension ou la réduction de la capacité de l'hôpital universitaire, dans les limites et aux conditions de la législation et de la réglementation en vigueur en cette matière, le conseil de la Faculté de médecine de l'université de l'Etat entendu;

3° proposer au Ministre de l'Education nationale compétent, dans la mesure où l'hôpital universitaire est concerné, le programme de construction et d'investissement préparé par le comité directeur et exercer les compétences reconnues au conseil d'administration des universités de l'Etat par la loi du 22 avril 1958 portant création d'un fonds des constructions scolaires et para-scolaires de l'Etat et portant certaines mesures relatives aux installations immobilières dans les institutions universitaires totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat;

4° la désignation pour un mandat renouvelable du quatre ans du médecin en chef et des chefs de service, sur proposition du conseil de la Faculté de médecine de l'université concernée;

5° le recrutement, la promotion et le licenciement des autres membres du personnel médical, des licenciés en sciences dentaires, des pharmaciens, des licenciés en sciences chimiques habilités à effectuer les analyses de biologie clinique, sur proposition du comité directeur, le conseil de la Faculté de médecine de l'université entendu;

6° l'engagement, la promotion et le licenciement du personnel administratif, technique et paramédical de niveau 1, sur proposition du comité de direction;

7° la conclusion d'accords avec d'autres hôpitaux concernant la prestation de soins et la formation, éventuellement sur proposition du comité de direction, le conseil de la Faculté de médecine entendu;

8° la fixation de la composition du comité de direction, et la nomination de ses membres;

9° les attributions de compétences aux membres du comité de direction, sur proposition de l'administrateur délégué et les attributions exclusives de compétences à l'administrateur délégué;

10° la passation et l'exécution des marchés dont les montants sont supérieurs à :

- 50 000 000 de francs pour les marchés passés par adjudication publique ou sur appel d'offres général;
- 25 000 000 de francs pour les marchés passés par adjudication restreinte ou sur appel d'offres restreint;
- 12 000 000 de francs pour les marchés passés de gré à gré;

Le Roi peut modifier les montants visés ci-dessus, pour les mettre en concordance avec les arrêtés royaux qui sont pris en application de l'article 2, § 3, de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

§ 2. Wanneer de afgevaardigde bestuurder bedoeld in artikel 8 niet tot lid van de raad van bestuur is verkozen op grond van § 1, 2° tot 6°, maakt hij krachtens zijn benoeming tot afgevaardigde bestuurder van rechtswege deel uit van deze raad.

§ 3. Bij onbeschikbaarheid van de rector, wordt deze door de vice-rector van de rijksuniversiteit vervangen. In dit geval wordt het voorzitterschap waargenomen door de decaan van de faculteit van de geneeskunde.

§ 4. De raad van bestuur duidt tevens een secretaris aan onder de leden van het administratief personeel van het universitair ziekenhuis, voor een termijn van vier jaar. Deze termijn is hernieuwbaar.

Art. 5. § 1. De duur van de mandaten van de in artikel 4, § 1, 4° tot 6° bedoelde leden is vier jaar. Wanneer aan hun mandaat vroegtijdig een einde komt of wanneer zij gedurende hun mandaat hun hoedanigheid op basis waarvan zij aangeduid of verkozen werden verliezen, houden zij op deel uit te maken van de raad van bestuur en wordt een opvolger verkozen die het mandaat beëindigt.

§ 2. De verkiezingsprocedure voor de leden vermeld in artikel 4, § 1, 4° tot 6° wordt bepaald door het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur.

Art. 6. § 1. Overeenkomstig het artikel 1bis, §§ 2 en 3 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen en onverminderd de bevoegdheden van de medische raad is de raad van bestuur bevoegd voor het beheer van het universitair ziekenhuis en onder meer inzake :

1° het opmaken van de rekeningen en begrotingen voorbereid en voorgesteld door het directiecomité die door de raad van bestuur ter goedkeuring moeten voorgelegd worden aan de bevoegde Minister van Onderwijs;

2° het beslissen op eigen initiatief of op voorstel van het directiecomité over de omvorming en opheffing van bestaande diensten en afdelingen, het oprichten van nieuwe diensten en afdelingen en het uitbreiden of verminderen van de capaciteit van het universitair ziekenhuis binnen de perken en onder de voorwaarden van de in deze materie vigerende wetgeving en reglementering; de Faculteit van de geneeskunde van de rijksuniversiteit gehoord;

3° voor zover het om aangelegenheden gaat die het universitair ziekenhuis betreffen, het voorstellen aan de bevoegde Minister van Onderwijs, van het bouw- en investeringsprogramma, voorbereid door het directiecomité, alsmede het uitoefenen van de bevoegdheden toegekend aan de raad van bestuur van de rijksuniversiteiten door de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende sommige maatregelen betreffende de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat;

4° het aanstellen voor een hernieuwbaar mandaat van vier jaar van de hoofdgeneesheer en de diensthoofden, op voorstel van de raad van de Faculteit van de geneeskunde van de betrokken rijksuniversiteit;

5° de indienstneming, de bevordering en het ontslag van de overige leden van het medisch personeel, de licentiaten in de tandheelkunde, de apothekers, de licentiaten in de scheikunde bevoegd voor het uitvoeren van analyses inzake biologie geneeskunde, op voorstel van het directiecomité, de raad van de Faculteit van de geneeskunde van de universiteit gehoord;

6° de indienstneming, de bevordering en het ontslag van de leden van het administratief, technisch en paramedisch personeel van niveau 1, op voorstel van het directiecomité;

7° het sluiten van overeenkomsten met andere ziekenhuizen met betrekking tot zorgenverstreking en opleiding, eventueel op voorstel van het directiecomité, de raad van de Faculteit van de geneeskunde van de universiteit gehoord;

8° het bepalen van de samenstelling en de benoeming van de leden van het directiecomité;

9° de bevoegdheidsverdeling onder de leden van het directiecomité op voorstel van de afgevaardigde bestuurder en het toekennen van de bevoegdheden die exclusief toekomen aan de afgevaardigde bestuurder;

10° het gunnen en het uitvoeren van de opdrachten waarvan de bedragen hoger zijn dan :

- 50 000 000 frank voor opdrachten die gegund worden bij wijze van openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag;
- 25 000 000 frank voor opdrachten die gegund worden bij wijze van beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag;
- 12 000 000 frank voor opdrachten die bij onderhandse opdracht worden gegund;

De Koning kan de hierboven bedoelde bedragen wijzigen, ten einde ze in overeenstemming te brengen met de koninklijke besluiten die worden getroffen ter uitvoering van artikel 2, § 3 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

11° la définition des droits et obligations du personnel de l'université de l'Etat, mentionné dans l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 relative à l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, qui exerce des activités de service à l'hôpital universitaire, en ce qui concerne ces activités.

§ 2. Sans préjudice des compétences du conseil médical et par dérogation à l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le conseil d'administration est compétent pour :

1° la fixation, d'initiative ou sur proposition du comité de direction, du statut administratif et pécuniaire du personnel et du règlement de travail;

2° la fixation, sur proposition du comité de direction, des cadres du personnel des médecins hospitaliers, ainsi que du personnel scientifique, paramédical, administratif et technique.

L'avis du conseil de la Faculté de médecine de l'université de l'Etat est requis pour la cadre du personnel des médecins hospitaliers.

§ 3. Chaque hôpital universitaire peut recevoir, conformément à l'article 910 du Code Civil, des donations entre vifs et des legs, pour autant qu'il y ait été autorisé par arrêté royal. Aucune autorisation n'est cependant requise pour l'acceptation de donations ou de legs purement mobiliers, qui ne sont pas grevés de charges et dont la valeur n'excède pas 1 000 000 de francs.

§ 4. Le Conseil d'administration fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Roi.

Section II. — Comité de direction et administrateur délégué

Art. 7. § 1er. Par comité de direction, on entend les personnes qui sont chargées de la gestion journalière de l'hôpital universitaire, y compris la gestion des recettes et des dépenses. Il remplit la fonction du directeur prévue par l'article 1bis, § 4 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, inséré par l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1966.

Sans préjudice de l'application de l'article 6, § 1, 9° le comité de direction prend ses décisions collégalement. Il peut attribuer des compétences déterminées aux membres du personnel. Cette attribution de compétences doit être approuvée par le Conseil d'administration et est toujours révocable.

§ 2. Sans préjudice de l'article 8, § 1er, 8° le comité de direction est composé de sept membres au maximum, parmi lesquels figurent toujours :

- 1° l'administrateur délégué;
- 2° le médecin-chef.

§ 3. La présidence du comité de direction est assurée par l'administrateur délégué visé à l'article 8, qui, en cette qualité, est responsable devant le Conseil d'administration.

§ 4. L'administrateur délégué représente l'hôpital universitaire, en droit et en fait.

Art. 8. § 1er. L'administrateur délégué est désigné par le Conseil d'administration, sur la proposition du recteur, pour un terme de quatre ans, renouvelable.

Toutefois, il peut à tout moment être mis fin à ce mandat par le Conseil d'administration par une décision prise à la majorité des trois quarts des votes valablement exprimés, les abstentions n'étant pas comptées. Dans ce cas l'administrateur délégué ne prend pas part au vote.

§ 2. L'administrateur délégué bénéficie du même statut pécuniaire qu'un professeur ordinaire.

S'il est déjà attaché à l'université, et que son traitement est plus élevé que celui de professeur ordinaire avec la même ancienneté, il conserve son traitement.

Si l'administrateur délégué fait partie de l'administration de l'Etat, il peut être détaché par le Roi pour exercer cette tâche. Il conserve dans ce cas le traitement attaché à son administration d'origine. Si ce traitement est moins élevé que celui de professeur ordinaire avec la même ancienneté, un supplément lui est octroyé, sans que la rémunération globale puisse dépasser le traitement de professeur ordinaire avec la même ancienneté. Dans ce cas, il sera libéré de tout service dans la direction dont il provient pendant la durée de son mandat d'administrateur délégué. Pour le surplus cette période sera assimilée à une période d'activité de service.

11° het vastleggen van de rechten en verplichtingen van het personeel van de rijksuniversiteit, bedoeld in artikel 21 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, dat betrokken wordt bij de werking van het universitair ziekenhuis.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de medische raad en in afwijking van het artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut is de raad van bestuur bevoegd voor :

1° het vaststellen, op eigen initiatief of op voorstel van het directiecomité, van het administratief en geldelijk statuut van het personeel en het arbeidsreglement;

2° het vaststellen op voorstel van het directiecomité, van de personeelsformaties van de ziekenhuisgeneesheren, alsmede van het wetenschappelijk, paramedisch, administratief en technisch personeel.

Het advies van de raad van de faculteit geneeskunde van de rijksuniversiteit is vereist voor de personeelsformatie van de ziekenhuisgeneesheren.

§ 3. Elk universitair ziekenhuis kan, overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, schenkingen onder levenden en legaten in ontvangst nemen voor zover het daartoe bij koninklijk besluit wordt gemachtigd. Deze machtiging wordt evenwel niet vereist voor het aanvaarden van roerende goederen, die niet met lasten zijn bezwaard en waarvan de waarde 1 000 000 frank niet te bovengaat.

§ 4. De Raad van Bestuur stelt zijn eigen reglement van orde op en legt het ter goedkeuring voor aan de Koning.

Afdeling II. — Directiecomité en afgevaardigde bestuurder

Art. 7. § 1. Onder directiecomité wordt verstaan : de personen door de Raad van Bestuur belast met de algemene leiding van de dagelijkse werking van het universitair ziekenhuis, hierbij inbegrepen het beheer van de uitgaven en de inkomsten. Het oefent de bevoegdheden uit van de directeur voorzien in artikel 1bis, § 4 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1966.

Onverminderd de toepassing van het artikel 6, § 1, 9° worden de beslissingen van het directiecomité collegiaal genomen. Het directiecomité kan bepaalde van zijn bevoegdheden overdragen aan de leden van het personeel. De bevoegdheidsoverdracht dient goedgekeurd te worden door de Raad van Bestuur en is steeds herroepbaar.

§ 2. Overminderd het artikel 8, § 1, 8° bestaat het directiecomité uit maximaal zeven leden, waaronder steeds begrepen :

- 1° de afgevaardigde-bestuurder;
- 2° de hoofdgeneesheer.

§ 3. Het voorzitterschap van het directiecomité wordt waargenomen door de afgevaardigde bestuurder bedoeld in artikel 8, die aldusdanig verantwoording verschuldigd is aan de Raad van Bestuur.

§ 4. De afgevaardigde bestuurder vertegenwoordigt het universitair ziekenhuis in en buiten rechte.

Art. 8. § 1. De afgevaardigde bestuurder wordt op voordracht van de rector aangesteld door de Raad van Bestuur voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Aan dit mandaat kan ten allen tijde een einde gesteld worden door de Raad van Bestuur bij beslissing genomen met een meerderheid van drievierde van de geldig uitgebrachte stemmen, onthoudingen niet inbegrepen. In dit geval is de afgevaardigde bestuurder niet stemgerechtigd.

§ 2. De afgevaardigde bestuurder heeft hetzelfde geldelijk statuut als gewoon hoogleraar.

Indien hij voordien reeds verbonden was aan de universiteit en zijn wedde was hoger dan deze van gewoon hoogleraar met dezelfde anciënniteit, dan behoudt hij zijn wedde.

Indien de afgevaardigde bestuurder deel uitmaakt van de rijksadministratie kan hij hiervoor door de koning gedetacheerd worden. Hij geniet in dit geval de wedde verbonden aan de graad die hij heeft in het bestuur van herkomst. Indien deze wedde lager is dan de wedde van gewoon hoogleraar met dezelfde anciënniteit, wordt hem een supplement toegekend, zonder dat het gezamenlijk bedrag de wedde van gewoon hoogleraar met dezelfde anciënniteit mag overschrijden. In voorkomend geval bekomt hij, voor de periode van zijn aanstelling als afgevaardigde bestuurder, vrijstelling van dienst in het bestuur waarvan hij afkomstig is. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 3. Si l'administrateur délégué ne fait pas partie de l'institution universitaire ou de l'administration de l'Etat, et qu'il n'est pas réélu à la fin de son mandat ou qu'il est mis fin à son mandat en application du § 1er ci-dessus, il conserve après la fin de celui-ci pendant les six premiers mois le traitement dont il bénéficiait conformément au § 1er, un demi-traitement pendant les trois mois suivants, et un quart de traitement pendant les trois mois subséquents.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives au personnel

Art. 9. Le personnel est soumis à la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Art. 10. Le personnel statutaire visé à l'article 18 qui était nommé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, précédemment dans un emploi statutaire à l'Université de l'Etat ou à l'Etat continue à bénéficier du régime de pension de retraite applicable aux fonctionnaires de l'Administration générale de l'Etat.

Les pensions de retraite allouées en vertu du présent article sont à charge du Trésor public.

Les personnes visées à l'alinéa premier restent soumises au régime de la sécurité sociale dans les limites prévues pour le personnel de l'Etat nommé à titre définitif.

Art. 11. Le personnel de l'hôpital universitaire et le personnel mentionné à l'article 6, § 1er, 11°, ne peut exercer des activités rétribuées ou non-rétribuées, en dehors de l'hôpital universitaire, sans autorisation écrite et révocable de l'administrateur délégué. Un règlement général du conseil d'administration détermine les conditions d'octroi de cette autorisation.

Cette disposition ne concerne pas les activités d'enseignement et de recherche au sein de l'université de l'Etat.

L'administrateur délégué soumet au moins trimestriellement au conseil d'administration la liste des autorisations ou des retraits d'autorisation avec la motivation de celles-ci.

Art. 12. Le rémunération du médecin en chef est au moins égale à celle d'un médecin chef de service.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux biens

Art. 13. § 1er. Les biens immobiliers par nature qui étaient mis à la disposition de l'hôpital académique de l'Université de l'Etat, sont mis à la disposition de l'hôpital universitaire.

§ 2. L'hôpital universitaire assure à ses frais l'entretien, la réparation et l'exploitation de ces immeubles ou parties d'immeubles.

Art. 14. Les biens, autres que ceux visés à l'article 13, mis à disposition de l'hôpital académique de l'université de l'Etat, sont transférés en pleine propriété et sans frais à l'hôpital universitaire.

Art. 15. L'université de l'Etat et l'hôpital universitaire dressent de commun accord un état de l'actif et du passif de l'hôpital universitaire à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

En cas de litige, cet état est dressé par le Ministre de l'Education nationale compétent.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoire et finales

Art. 16. L'article 50bis de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, y inséré par la loi du 6 juillet 1964, est abrogé.

Le conseil d'administration accorde au directeur de l'hôpital académique de l'université de l'Etat concernée, en activité avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une fonction qui est au moins du niveau de chef de service, avec maintien de l'échelle barémique qui lui était attribuée.

Art. 17. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des institutions universitaires déficitaires modifié par l'arrêté royal n° 168 du 30 décembre 1982 et de l'arrêté royal n° 455 portant réglementation de l'assainissement de l'Hôpital académique de l'Université de l'Etat à Gand, les dépenses dues à l'enseignement et à la recherche, visées à l'article 26, 4°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires et qui sont supportées par les hôpitaux universitaires feront l'objet d'une convention entre l'hôpital universitaire et l'université de l'Etat concernée.

Art. 18. Le personnel statutaire de l'université de l'Etat, qui était affecté exclusivement à son hôpital académique, est transféré à l'hôpital universitaire avec le statut dont il est pourvu. Les membres du personnel concerné conservent leur ancienneté administrative et pécuniaire.

§ 3. Indien de afgevaardigde bestuurder oordien geen deel uitmaakte van de universitaire instelling of van de rijksadministratie en hij niet herkozen wordt of aan zijn mandaat een einde wordt gemaakt bij toepassing van § 1, geniet hij na het verstrijken van zijn mandaat, gedurende de zes volgende maanden zijn volle dige wedde, de drie daaropvolgende maanden de helft er de drie daaropvolgende maanden het vierde daarvan.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende het personeel

Art. 9. Het personeel is onderworpen aan de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 10. Het statutair personeel bedoeld in artikel 18 dat voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit werd benoemd in een statutaire betrekking aan de rijksuniversiteit of aan de Staat blijft genieten van de regeling inzake rustpensioenen die van toepassing is op de ambtenaren van het Algemeen Rijksbestuur.

De krachtens dit artikel verleende rustpensioenen zijn ten laste van de Openbare Schatkist.

De personen bedoeld in het eerste lid blijven onderworpen aan de sociale-zekerheidsregeling in dezelfde mate als het vastbenoemd Staatspersoneel.

Art. 11. Het personeel van het universitair ziekenhuis en het in artikel 6, § 1, 11°, bedoelde personeel mag geen enkele andere, al dan niet bezoldigde activiteit uitoefenen buiten het universitair ziekenhuis, zonder geschreven en herroepbare toestemming van de afgevaardigde bestuurder. De raad van bestuur bepaalt bij algemeen reglement de voorwaarden tot het bekomen van deze toelating.

Deze bepaling is niet toepassing op de onderwijs- en onderzoeksopdrachten in de rijksuniversiteit.

De afgevaardigde bestuurder deelt minimaal trimestrieel de lijst van de toestemmingen of weigeringen met de motivering mee aan de raad van bestuur.

Art. 12. De bezoldiging van de hoofdgeneesheer dient minimaal gelijk te zijn aan deze van geneesheer, hoofd van dienst.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de goederen

Art. 13. § 1er. De onroerende goederen uit hun aard die thans door de Staat ter beschikking gesteld worden van het academisch ziekenhuis van de rijksuniversiteit, worden ter beschikking gesteld van het universitair ziekenhuis.

§ 2. Het universitair ziekenhuis staat in voor het onderhoud, de herstelling en de exploitatie van die gebouwen.

Art. 14. De andere goederen dan die bedoeld in artikel 13, die thans door de Staat ter beschikking gesteld worden van het academisch ziekenhuis van de rijksuniversiteit, worden in volle eigendom overgedragen aan het universiteit ziekenhuis.

Art. 15. In gemeen overleg tussen de betrokken rijksuniversiteit en het universitair ziekenhuis wordt er een staat van activa en passiva opgemaakt van het academisch ziekenhuis op datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Bij betwisting wordt deze staat opgemaakt door de bevoegde Minister van Onderwijs.

HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 16. Artikel 50bis van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1964, wordt opgeheven.

Aan de directeur van het academisch ziekenhuis van de betrokken rijksuniversiteit in dienst voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, wordt door de raad van bestuur van het universiteit ziekenhuis een functie van ten minste diensthoofd toegewezen met behoud van de hem toegekende weddeschaal.

Art. 17. Onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen, gewijzigd bij het koninklijk nr. 168 van 30 december 1982 en het koninklijk besluit nr. 455 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de Rijksuniversiteit Gent worden de uitgaven voor onderwijs en onderzoek, bedoeld in artikel 26, 4°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen en die gedragen worden door het universitair ziekenhuis, bij conventie verrekend tussen het universitair ziekenhuis en de rijksuniversiteit.

Art. 18. Het statutaire personeel van de rijksuniversiteit dat exclusief ter beschikking gesteld is van zijn academisch ziekenhuis, wordt overgedragen naar het universitair ziekenhuis met behoud van hun statutaire toestand. De betrokken personeelsleden behouden hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Si le grade auquel ils sont transférés est différent de celui dont ils étaient revêtus, ils ne peuvent subir de préjudice pécuniaire du fait de l'application de cette mesure de mobilité.

Art. 19. Le personnel engagé sous contrat de travail par l'université de l'Etat, en sa qualité de personne morale, et qui était affecté exclusivement à son hôpital académique est transféré à l'hôpital universitaire, dans le respect de la convention collective de travail n° 32bis du 7 juin 1985, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juillet 1985.

Art. 20. § 1er. Le conseil d'administration de l'université de l'Etat exerce les attributions du conseil d'administration de l'hôpital universitaire, tant que ce conseil n'aura pas été constitué.

§ 2. Le directoire créé en vertu des articles 3 et 4 de l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 portant les mesures pour l'assainissement de l'Hôpital universitaire de l'Etat de Gand continue à exercer les compétences attribuées par cet arrêté aussi longtemps que le comité de direction de l'hôpital universitaire n'est pas constitué et entièrement composé.

Art. 21. A l'article 4 de l'arrêté royal n° 455 du 10 septembre 1986 mentionné ci-dessus, la dernière phrase est abrogée.

Art. 22. § 1er. Pour la première composition du Conseil d'administration, sont électeurs et éligibles :

- 1° pour l'élection des membres visés à l'article 6, § 1er, 4°, le médecin en chef et les médecins hospitaliers chef de service;
- 2° pour l'élection des membres visés à l'article 6, § 1er, 5°, les médecins hospitaliers qui ne sont pas chef de service et qui exercent au moins une fonction à mi-temps, en ce compris les médecins spécialistes en formation.

§ 2. Pour la première composition du conseil d'administration la commission électorale est composée :

- du recteur de l'université de l'Etat;
- du doyen de la faculté de médecine;
- d'un représentant du personnel administratif et technique désigné par le conseil d'administration parmi ses membres qui appartiennent à cette catégorie.

La commission électorale fixe la procédure des élections et les organise.

Le secrétaire du conseil d'administration de l'université de l'Etat est chargé du secrétariat de la commission électorale.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1987.

Art. 24. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

F. 87 — 725

Arrêté royal n° 543
modifiant la législation sur le financement
et le contrôle des institutions universitaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté prévoit une modification des articles 27 et 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Il comprend une série de mesures qui ont pour objectifs de :

1° répondre aux objections de la Commission de la Communauté Européenne qui fait observer que la loi de financement des Universités organise une discrimination incompatible avec le traité de Rome;

Indien de graad die ze bekleden na de overdracht verschillend is aan degene die ze voorafgaandelijk bekleedden mogen ze hierdoor geen pecuniair verlies lijden.

Art. 19. Het personeel aangeworven door middel van een arbeids-overeenkomst door de rijksuniversiteit, als rechtspersoon dat exclusief ter beschikking gesteld is van het academisch ziekenhuis, wordt overgedragen naar het universitair ziekenhuis, met naleving van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis van 7 juni 1985, algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 25 juli 1985.

Art. 20. § 1. De raad van bestuur van de rijksuniversiteit oefent de bevoegdheid uit van de raad van bestuur van het universitair ziekenhuis, zolang deze raad niet is opgericht.

§ 2. Het krachtens de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit nr. 455 van 10 september 1986 houdende de maatregelen tot sanering van het Academisch Ziekenhuis van de rijksuniversiteit Gent opgerichte directorium blijft zijn door dit besluit toegekende bevoegdheden uitoefenen zolang het directiecomité van het universitair ziekenhuis niet opgericht en volledig samengesteld is.

Art. 21. In artikel 4 van eerder vernoemde besluit besluit nr. 455 van 10 september 1986 wordt de laatste volzin opgeheven.

Art. 22. § 1. Voor de eerste samenstelling van de raad van bestuur zijn stemgerechtigd en verkiesbaar :

- 1° voor de verkiezing van de leden bedoeld in artikel 4, § 1, 4°, de hoofdgeneesheer en de geneesheren diensthoofd;
- 2° voor de verkiezing van de leden bedoeld in artikel 4, § 1, 5°, de ziekenhuisgeneesheren die geen diensthoofd zijn en die minimaal een halfzijdse opdracht vervullen, hierbij inbegrepen de geneesheren specialisten in opleiding.

§ 2. De verkiezingscommissie voor de eerste samenstelling van de raad van bestuur is samengesteld uit :

- de rector van de rijksuniversiteit;
- de dekaan van de faculteit geneeskunde;
- een vertegenwoordiger van het administratief en technisch personeel aangeduid door de raad van bestuur van de rijksuniversiteit onder zijn leden die tot deze categorie behoren.

De verkiezingscommissie stelt de verkiezingsprocedure vast en organiseert de verkiezingen.

De secretaris van de raad van bestuur van de rijksuniversiteit is belast met het secretariaat van de verkiezingscommissie.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1987.

Art. 24. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

N. 87 — 725

Koninklijk besluit nr. 543 tot wijziging
van de wetgeving op de financiering
en de controle van de universitaire instellingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen voorziet in een wijziging van de artikelen 27 en 28 van de wet d.d. 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Het omvat een aantal maatregelen die tot doel hebben :

1° te beantwoorden aan de bezwaren van de Commissie van de Europese Gemeenschap die opmerkt dat de wet op de financiering van de universitaire instellingen een discriminatie inhoudt die onverenigbaar is met het Verdrag van Rome;